

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers d'Héma-Québec présentés dans le rapport annuel ont été dressés par la direction, qui est responsable de leur préparation et leur présentation, y compris les estimations et les jugements importants. Cette responsabilité comprend le choix de méthodes comptables appropriées et qui respectent les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les renseignements contenus dans le reste du rapport annuel concordent avec l'information donnée dans les états financiers.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, la direction maintient un système de contrôles internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Héma-Québec reconnaît qu'elle est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui la régissent.

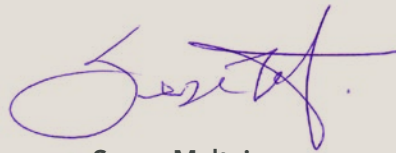
Le conseil d'administration surveille la façon dont la direction s'acquitte des responsabilités qui lui incombent en matière d'information financière et il approuve les états financiers. Il est assisté dans ses responsabilités par le comité d'audit dont les membres ne font pas partie de la direction. Ce comité rencontre la direction et le Vérificateur général du Québec, examine les états financiers et en recommande l'approbation au conseil d'administration.

Le Vérificateur général du Québec a audité les états financiers d'Héma-Québec, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada et son rapport d'auditeur indépendant expose la nature et l'étendue de cet audit et l'expression de son opinion.

Le Vérificateur général du Québec peut, sans aucune restriction, rencontrer le comité d'audit pour discuter de tout élément qui concerne son audit.



Guy Lafrenière, CPA, CMA, M.B.A.
Vice-président à l'administration et aux finances



Serge Maltais
Président et chef de la direction

Montréal, le 10 juin 2015

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

À l'Assemblée nationale

Rapport sur les états financiers

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints d'Héma-Québec, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2015, l'état des résultats et de l'excédent cumulé, l'état des gains et pertes de réévaluation, l'état de la variation de la dette nette et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives inclus dans les notes complémentaires.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Héma-Québec au 31 mars 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de sa dette nette et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), je déclare qu'à mon avis ces normes ont été appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

La vérificatrice générale du Québec,

 *FCPA auditrice, FCA*

Guylaine Leclerc, FCPA auditrice, FCA

Montréal, le 10 juin 2015

ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'EXCÉDENT CUMULÉ DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015 (en milliers de dollars)

	2015 BUDGET	2015 RÉEL	2014 RÉEL
REVENUS			
Produits sanguins (note 3)	358 157	332 902	314 865
Subventions du gouvernement du Québec	35 343	37 210	32 404
Tissus humains	3 456	3 312	2 888
Cellules souches	2 537	2 331	1 445
Sang de cordon	3 410	1 726	2 120
Intérêts	348	590	452
Autres	2 645	2 975	3 370
	405 896	381 046	357 544
CHARGES (note 4)			
Produits stables	242 348	220 661	207 286
Produits labiles	134 883	117 183	120 939
Autres services	28 665	27 666	23 362
	405 896	365 510	351 587
EXCÉDENT LIÉ AUX ACTIVITÉS DE L'EXERCICE (avant l'élément suivant)	–	15 536	5 957
Utilisation de l'excédent réalisé en 2014 (note 5)	–	(5 957)	–
EXCÉDENT LIÉ AUX ACTIVITÉS DE L'EXERCICE	–	9 579	5 957
EXCÉDENT CUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE		10 442	4 485
EXCÉDENT CUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS, À LA FIN DE L'EXERCICE (note 5)		20 021	10 442

– Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015 (en milliers de dollars)

	2015	2014
GAINS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	7 179	396
Gains non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	22 114	7 071
Cours du change	275	108
Montant reclassé aux résultats		
Dérivés	(7 071)	(794)
Cours du change	(108)	398
Gains de réévaluation nets de l'exercice	15 210	6 783
GAINS DE RÉÉVALUATION CUMULÉS, À LA FIN DE L'EXERCICE	22 389	7 179

– Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 MARS 2015

(en milliers de dollars)

	2015	2014
ACTIFS FINANCIERS		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21 685	33 923
Débiteurs (note 6)	8 018	7 186
Stocks destinés à la vente (note 7)	40 428	41 231
Dérivés (note 15)	22 114	7 071
	92 245	89 411
PASSIFS		
Créditeurs et charges à payer (note 8)	35 070	33 419
Subventions reportées du gouvernement du Québec (note 9)	1 272	11 639
Sommes perçues d'avance du gouvernement du Québec (note 5)	5 957	—
Avance du gouvernement du Québec, sans intérêt	5 758	24 289
Dettes (notes 10 et 11)	47 177	44 452
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 12)	5 990	4 595
	101 224	118 394
DETTE NETTE	(8 979)	(28 983)
ACTIFS NON FINANCIERS		
Immobilisations corporelles (note 13)	47 963	43 747
Charges payées d'avance (note 14)	3 426	2 857
	51 389	46 604
EXCÉDENT CUMULÉ	42 410	17 621
Excédent cumulé lié aux activités (note 5)	20 021	10 442
Gains de réévaluation cumulés	22 389	7 179
	42 410	17 621
Obligations contractuelles (note 16)		
Éventualités (note 17)		

— Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,



Martine Carré, M.A.

Présidente du conseil d'administration



René Carignan, CPA, CA

Président du comité d'audit

ÉTAT DE LA VARIATION DE LA DETTE NETTE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015
(en milliers de dollars)

	2015 BUDGET	2015 RÉEL	2014 RÉEL
EXCÉDENT LIÉ AUX ACTIVITÉS DE L'EXERCICE	–	9 579	5 957
Acquisition d'immobilisations corporelles	(19 062)	(10 072)	(11 551)
Amortissement des immobilisations corporelles	7 122	5 854	5 078
(Gain) perte à la disposition d'immobilisations corporelles	–	(6)	46
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	–	8	–
	(11 940)	(4 216)	(6 427)
Acquisition des charges payées d'avance	–	(4 195)	(3 313)
Utilisation des charges payées d'avance	–	3 626	3 719
	–	(569)	406
Gains de réévaluation nets de l'exercice	–	15 210	6 783
Diminution (augmentation) de la dette nette	(11 940)	20 004	6 719
DETTE NETTE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	(28 983)	(28 983)	(35 702)
DETTE NETTE, À LA FIN DE L'EXERCICE	(40 923)	(8 979)	(28 983)

– Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2015 (en milliers de dollars)

	2015	2014
ACTIVITÉS DE FONCTIONNEMENT		
Excédent lié aux activités de l'exercice	9 579	5 957
Éléments sans incidence sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles	5 854	5 078
Ajustement de la dette au taux effectif	44	(150)
(Gain) perte à la disposition d'immobilisations corporelles	(6)	46
Gain de change non réalisé sur la trésorerie et les éléments hors caisse du fonds de roulement libellés en devises étrangères	167	506
	15 638	11 437
Variation des actifs et des passifs		
Débiteurs	(832)	(3 354)
Stocks destinés à la vente	803	3 645
Créditeurs et charges à payer	774	(16 010)
Subventions reportées du gouvernement du Québec	(10 367)	6 073
Sommes perçues d'avance du gouvernement du Québec	5 957	—
Avance du gouvernement du Québec	(18 531)	13 471
Charges payées d'avance	(569)	406
Passif au titre des avantages sociaux futurs	1 395	(2 884)
Flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement	(5 732)	12 784
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT EN IMMOBILISATIONS		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(9 195)	(11 292)
Produit de disposition d'immobilisations corporelles	8	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement en immobilisations	(9 187)	(11 292)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Augmentation de la dette	10 500	10 800
Remboursement de la dette	(7 819)	(8 734)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	2 681	2 066
(DIMINUTION) AUGMENTATION DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	(12 238)	3 558
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, AU DÉBUT DE L'EXERCICE	33 923	30 365
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE, À LA FIN DE L'EXERCICE	21 685	33 923
INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES		
Intérêts versés	1 205	1 160
Intérêts reçus	612	442
Acquisition d'immobilisations corporelles financée par les créditeurs et charges à payer	1 994	1 117

— Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Héma-Québec, créée le 26 mars 1998 par lettres patentes émises en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, chapitre C-38), continue son existence en vertu de la *Loi sur Héma-Québec et sur le Comité de biovigilance* (RLRQ, chapitre H-1.1). Héma-Québec a pour mission de répondre avec efficacité aux besoins de la population québécoise en sang et ses dérivés, en tissus humains, en sang de cordon, en lait maternel et en produits cellulaires sécuritaires et de qualité optimale; développer et offrir une expertise et des services spécialisés et novateurs dans le domaine des produits biologiques humains. Héma-Québec fonctionne dans un environnement réglementé conformément aux exigences de la *Loi fédérale sur les aliments et drogues* et de ses lois et règlements afférents. Aux fins de sa mission, Héma-Québec répond également aux exigences et règlements de plusieurs normes d'accréditation canadiennes et internationales. En vertu de sa loi constitutive, Héma-Québec est une personne morale à but non lucratif et n'est pas assujettie aux impôts sur le revenu.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Aux fins de la préparation de ses états financiers, Héma-Québec utilise prioritairement le *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. L'utilisation de toute autre source dans l'application de méthodes comptables doivent être cohérente avec ce dernier.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers d'Héma-Québec, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que la comptabilisation des revenus et charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'une estimation sont la durée de vie utile des immobilisations, la valorisation des stocks destinés à la vente, la provision pour équité salariale ainsi que le passif au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions établies par la direction.

Instruments financiers

Les instruments financiers comprennent des éléments d'actifs financiers, de passifs financiers ainsi que les dérivés. Leur évaluation dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après.

Trésorerie et équivalents de trésorerie	Coût
Clients et autres débiteurs	Coût
Fournisseurs, salaires et vacances à payer	Coût
Sommes perçues d'avance du gouvernement du Québec	Coût
Avance du gouvernement du Québec	Coût
Dérivés	Juste valeur
Dettes	Coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif

Héma-Québec utilise les instruments financiers dérivés dans la gestion des risques de change. Les gains et les pertes latents sur les contrats de change sont comptabilisés jusqu'à la période de règlement dans l'état des gains et pertes de réévaluation et, au moment du règlement, le solde cumulé des gains ou pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Elle se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Hiérarchie des évaluations à la juste valeur (suite)

Niveau 2 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminés à partir de prix).

Niveau 3 : Le calcul de la juste valeur de l'instrument repose sur des données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Les instruments financiers dérivés sont classés dans le niveau 2 de la hiérarchie des évaluations en juste valeur (la juste valeur des dérivés étant établie en fonction des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement à savoir des prix ou indirectement à savoir des dérivés de prix).

REVENUS

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les revenus provenant de la vente des produits sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les revenus provenant des subventions du gouvernement du Québec sont comptabilisés dans l'exercice duquel surviennent les faits qui donnent lieu à ces revenus, dans la mesure où les subventions sont autorisées et que les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints. Les subventions sont présentées en subventions reportées lorsque les stipulations imposées par le cédant créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent des revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

CHARGES

Régimes d'avantages sociaux

Héma-Québec offre à ses employés des régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées. Les contributions sont effectuées par Héma-Québec et les participants des régimes. Elle offre également à ses salariés, regroupés sous « autres régimes », certains avantages postérieurs à l'emploi ainsi que, pour certains retraités, des avantages d'assurance maladie et d'assurance vie.

Le coût des avantages de retraite de l'exercice est calculé de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Il est déterminé par le coût net des avantages pour les services rendus de l'exercice, l'amortissement des gains et pertes actuariels ainsi que les intérêts débiteurs sur l'obligation au titre des avantages sociaux futurs moins le rendement prévu des actifs des régimes. Les modifications apportées aux régimes entraînent un coût des services rendus antérieurement et est constaté comme charge dans l'exercice au cours duquel la modification a été apportée.

Les obligations au titre des avantages sociaux futurs sont calculés de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, les taux d'inflation, les taux d'actualisation, la progression des salaires, l'âge de départ des salariés et l'évolution des coûts des soins de santé.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement prévu des actifs, ceux-ci sont évalués selon la méthode de la valeur liée au marché lissée sur une période de cinq ans.

Les gains actuariels ou pertes actuarielles résultent, entre autres, de l'écart entre le rendement réel des actifs du régime et le rendement prévu de ces actifs, de l'écart entre l'expérience du régime et les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des avantages sociaux futurs, ainsi que des modifications à ces hypothèses. Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des salariés participants.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté dans l'état de la situation financière et représente, à la fin de l'exercice, la différence entre la valeur des obligations au titre des avantages sociaux futurs et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

ACTIFS FINANCIERS

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique d'Héma-Québec consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Stocks destinés à la vente

Les stocks destinés à la vente se composent des stocks de produits sanguins, labiles et stables, de sang de cordon et de tissus humains. Ils sont évalués au moindre du coût et de la valeur recouvrable, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen. La valeur recouvrable correspond au prix de vente estimatif moins les charges de ventes variables qui s'appliquent.

Conversion des devises

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées au taux de change mensuel moyen. Les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière tandis que les éléments non monétaires sont évalués au taux de change mensuel moyen historique. Les fluctuations du cours du change donnent lieu à des gains ou des pertes de change qui sont comptabilisés jusqu'à la période de règlement dans l'état des gains et pertes de réévaluation et, au moment du règlement, le solde cumulé des gains ou pertes de réévaluation est reclassé à l'état des résultats.

PASSIFS

Avance du gouvernement du Québec

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) confirme annuellement à Héma-Québec un niveau budgétaire pour l'acquisition de produits sanguins par les établissements hospitaliers. Ainsi, Héma-Québec comptabilise, au poste avance du gouvernement du Québec, les montants versés par le MSSS pour le paiement des dépenses des produits labiles et stables, en lieu et place des établissements. Advenant le cas où les versements effectués soient supérieurs aux ventes de produits sanguins aux établissements, une récupération du trop versé est effectuée selon un échéancier convenu entre le MSSS et Héma-Québec.

ACTIFS NON FINANCIERS

De par leur nature, les actifs non financiers d'Héma-Québec sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif. L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire à partir de la date où les immobilisations corporelles sont prêtes à être mises en service aux taux suivants :

Bâtiment, améliorations au bâtiment et autres	entre 10 et 25 ans
Matériel roulant et équipement	5 et 10 ans
Mobilier et équipement de bureau	5 et 10 ans
Équipement informatique et logiciel	3 ans
Développement informatique	5 et 7 ans

Les terrains et les immobilisations corporelles en cours de construction ou en développement ne sont pas amortis.

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de fournir des biens et services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattache à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter cette baisse de valeur. Les moins-values sont passées en charges de l'exercice courant à l'état des résultats et aucune reprise sur la réduction de valeur n'est constatée ultérieurement.

3. PRODUITS SANGUINS

Les tarifs budgétaires pour l'ensemble des produits sanguins sont déposés annuellement auprès de SigmaSanté qui est l'organisme de gestion de l'approvisionnement en commun désigné par le ministre de la Santé et des Services sociaux conformément à la section VI de la *Loi sur Héma-Québec et sur le Comité de biovigilance*. Après consultation auprès du Comité de gestion, de l'approvisionnement et du financement du système du sang (CGAF), les tarifs budgétaires sont entérinés par SigmaSanté. Le CGAF est un comité consultatif pour la Direction de la biovigilance, qui elle-même relève de la Direction générale des services de santé et médecine universitaire. Le CGAF a pour rôle de faire des recommandations portant sur les questions financières et comptables entourant l'approvisionnement en produits sanguins.

4. CHARGES

				2015	2014
	PRODUITS STABLES	PRODUITS LABILES	AUTRES SERVICES	TOTAL	TOTAL
Produits stables	215 108	–	–	215 108	190 546
Salaires et charges sociales	360	77 646	10 653	88 659	88 984
Fournitures médicales et de collectes	–	24 348	5 342	29 690	30 023
Gain de change	(10 298)	(636)	–	(10 934)	(3 997)
Immeuble et locaux	–	9 630	134	9 764	9 164
Amortissement des immobilisations corporelles	3	5 387	464	5 854	5 078
Transport et livraison	42	4 145	373	4 560	4 373
Achat sang de cordon, cellules souches, produits labiles et tissus humains	–	4	4 391	4 395	3 484
Services achetés	4 423	(5 690)	5 106	3 839	4 592
Publicité et relations publiques	–	3 251	212	3 463	3 092
Intérêts sur dette à long terme	–	1 247	–	1 247	1 005
Assurances	–	742	–	742	847
Autres intérêts et frais de banque	–	198	–	198	99
(Gain) perte à la disposition d'immobilisations corporelles	–	(5)	(1)	(6)	46
Autres charges	(59)	8 198	1 163	9 302	9 195
Sous-total	209 579	128 465	27 837	365 881	346 531
Plasma pour fractionnement*	10 808	(10 808)	–	–	–
Variation des stocks**	274	(474)	(171)	(371)	5 056
Total	220 661	117 183	27 666	365 510	351 587

* Certains coûts de plasma pour fractionnement sont encourus en ce qui a trait aux produits labiles et réalloués aux produits stables sur la base des coûts encourus. La répartition des coûts est effectuée en fonction des unités expédiées.

** La variation des stocks inclut les produits labiles, les produits stables, les tissus humains, le sang de cordon et le plasma pour fractionnement.

Notes complémentaires aux états financiers

Exercice clos le 31 mars 2015 (les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars, sauf indication contraire)

5. EXCÉDENT CUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS

Conformément aux dispositions de l'article 25 de la *Loi sur Héma-Québec et sur le Comité de biovigilance*, tout surplus de financement découlant de l'application des tarifs est versé au fonds général du fonds consolidé du revenu, à moins d'une entente préalable entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et Héma-Québec visant l'utilisation du surplus.

Héma-Québec a reçu le 4 mars 2015 une lettre du ministre de la Santé et des Services sociaux confirmant l'autorisation d'affecter 70 000 dollars de l'excédent 2012-2013 au projet complexe C-LAVIE. De plus, cette lettre demande d'utiliser l'excédent 2013-2014 de 5,957 millions de dollars afin de financer les activités pour l'année financière 2015-2016. En conséquence, les montants qui seront versés à Héma-Québec en 2015-2016, servant à financer les ventes de produits labiles et stables, seront réduits de ce même montant.

Pour ce qui est de l'excédent 2014-2015 de 15,536 millions de dollars, Héma-Québec demandera au ministre de la Santé et des Services sociaux, comme les années précédentes, l'autorisation de le réserver aux fins de ses projets.

			2015	2014
	EXCÉDENT RÉSERVÉ	OPÉRATIONS	TOTAL	TOTAL
EXCÉDENT CUMULÉ				
Solde de début	3 451	6 942	10 393	4 485
Affectation à l'excédent réservé - complexe C-LAVIE	70	(70)	–	–
Investissements en immobilisations corporelles	(1 439)	–	(1 439)	(49)
Excédent lié aux activités de l'exercice (avant l'utilisation de l'excédent réalisé en 2014)	–	15 536	15 536	5 957
Utilisation de l'excédent réalisé en 2014	–	(5 957)	(5 957)	–
Solde à la fin	2 082	16 451	18 533	10 393
EXCÉDENT CUMULÉ INVESTI				
Solde de début	49	–	49	–
Investissements en immobilisations corporelles	1 439	–	1 439	49
Solde à la fin	1 488	–	1 488	49
EXCÉDENT CUMULÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS, À LA FIN DE L'EXERCICE	3 570	16 451	20 021	10 442

6. DÉBITEURS

	2015	2014
Taxes de vente	1 992	1 731
Clients	2 066	2 085
Autres débiteurs	3 960	3 370
	8 018	7 186

7. STOCKS DESTINÉS À LA VENTE

	2015	2014
Produits stables	25 525	26 868
Plasma pour fractionnement	6 675	6 268
Produits labiles	3 448	2 975
Matériel de collecte	2 138	2 095
Sang de cordon	1 830	1 606
Tissus humains	725	778
Matériel de laboratoire	87	641
	40 428	41 231

8. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	2015	2014
Fournisseurs	20 668	20 439
Salaires et vacances à payer	11 776	10 367
Charges sociales	1 454	1 530
Revenus reportés	1 077	986
Intérêts courus à payer	95	97
	35 070	33 419

9. SUBVENTIONS REPORTÉES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le 3 mars 2014, le MSSS avait autorisé Héma-Québec à reporter le solde excédentaire de subventions au 31 mars 2014 et à l'utiliser uniquement aux fins prévus en 2014-2015. Les variations s'expliquent comme suit :

	2015	2014
Solde de début	11 639	5 566
Subventions reçues	35 343	36 477
Dépenses : Produits Synagis et autres services	(37 210)	(32 404)
(Récupération du MSSS) non récupération du MSSS	(8 000)	2 000
Ajustement administratif du MSSS	(500)	—
Solde à la fin	1 272	11 639

10. FACILITÉS DE CRÉDIT

Héma-Québec est autorisée par le ministre de la Santé et des Services sociaux à instituer un régime d'emprunts en vertu de l'article 78 de la *Loi sur l'administration financière* (RLRQ, chapitre A-6.001). Ce régime d'emprunts permet à Héma-Québec d'emprunter à court terme ou par voie de marge de crédit auprès d'institutions financières ou auprès du ministre des Finances, à titre de gestionnaire du Fonds de financement, ou à long terme auprès de ce dernier. Le montant autorisé pour la période du 1^{er} avril 2015 au 31 mars 2018 vise à combler les besoins n'excédant pas 94,6 millions de dollars et le montant autorisé pour le régime précédent prenant fin le 31 mars 2015 était de 62 millions de dollars. Les emprunts prévus dans le cadre de ces régimes servent principalement au financement des découverts bancaires, à l'acquisition et au renouvellement d'actifs, au renouvellement de prêts et à la mise en place de projets visant l'amélioration de la sécurité des produits. Les conditions d'emprunts se font à des taux similaires ou équivalents à ceux du gouvernement du Québec.

Héma-Québec dispose aussi d'une marge de crédit rotative de 15 millions de dollars auprès d'une institution financière dont les conditions peuvent être modifiées au gré de la banque. Cette marge de crédit est remboursable à tout moment et n'était pas utilisée en date du 31 mars 2015 et 2014.

11. DETTES

	2015	2014
Emprunts remboursables par des versements mensuels de 478 (capital seulement) (450 en 2014), à taux fixes variant de 1,24 % à 3,31 % (1,59 % à 4,57 % en 2014), échéant entre 2016 et 2024	18 493	17 276
Emprunts remboursables par des versements mensuels de 223 (capital seulement) (200 en 2014), à taux fixes variant de 1,80 % à 3,93 % (2,72 % à 3,93 % en 2014), renouvelables entre 2017 et 2023 et échéant entre 2021 et 2031	28 684	27 176
	47 177	44 452

Le solde des emprunts auprès du Fonds de financement est de 47,2 millions de dollars au 31 mars 2015 et de 44,5 millions de dollars au 31 mars 2014.

Les remboursements en capital de la dette au cours des prochains exercices reflètent l'hypothèse du renouvellement aux mêmes conditions :

2016	7 869
2017	6 852
2018	6 121
2019	5 129
2020	4 294
2021 et suivantes	16 912

12. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Héma-Québec a plusieurs régimes à prestations déterminées, capitalisés et non capitalisés, qui garantissent à la plupart des salariés le paiement des prestations de retraite et d'avantages postérieurs à la retraite et à l'emploi. Les régimes de retraite ont fait l'objet d'évaluations actuarielles en date du 31 décembre 2013. Les obligations au titre des avantages sociaux futurs présentées au 31 mars 2015 et le coût des avantages de retraite pour l'exercice clos à cette date sont une extrapolation basée sur les dernières évaluations actuarielles. De plus, depuis l'évaluation précédente, certaines modifications ont été apportées aux hypothèses actuarielles et des modifications au régime non-syndiqué ont été apportées.

Les régimes de retraite à prestations déterminées sont fondés sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des dernières années précédant le départ à la retraite. Ils prévoient également pour les rentes en paiement une indexation partielle en fonction de l'inflation.

Les autres régimes d'avantages postérieurs à la retraite et à l'emploi ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle en date du 31 mars 2013. Les obligations au titre des avantages sociaux futurs au 31 mars 2015 et le coût des avantages de retraite pour l'exercice clos à cette date sont une extrapolation basée sur cette dernière évaluation actuarielle.

Héma-Québec a également des régimes à cotisations déterminées dont l'engagement est limité à la valeur totale des comptes individuels des participants en vertu des régimes.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active des salariés participants soit 11 ans pour le régime de retraite des employés syndiqués, 13 ans pour le régime de retraite des employés non syndiqués, 7 ans pour le régime supplémentaire, 15 ans pour les régimes d'assurance vie et des soins médicaux et 2 ans pour les avantages postérieurs à l'emploi.

12. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

CLASSIFICATION DU PASSIF (ACTIF) AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

	2015	2014
Régimes de retraite	(416)	(1 650)
Autres régimes	6 406	6 245
Total du passif au titre des avantages sociaux futurs	5 990	4 595

RAPPROCHEMENT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

	2015		2014	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Obligation au titre des avantages sociaux futurs	180 101	7 078	161 594	5 891
Actifs des régimes de retraite	176 991	–	157 874	–
Situation de déficit	3 110	7 078	3 720	5 891
(Perte) gain actuariel non amorti	(3 526)	(672)	(5 370)	354
Passif (actif) au titre des avantages sociaux futurs, à la fin de l'exercice	(416)	6 406	(1 650)	6 245

OBLIGATION AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

	2015		2014	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Obligation au titre des avantages sociaux futurs, au début de l'exercice	161 594	5 891	150 341	6 108
Coût des avantages pour services rendus	10 190	2 285	10 403	2 296
Intérêts débiteurs sur l'obligation	9 247	144	8 301	132
Prestations versées	(5 908)	(2 268)	(5 906)	(2 296)
Coût des modifications	(28)	–	33	–
Perte (gain) actuarielle	5 006	1 026	(1 578)	(349)
Obligation au titre des avantages sociaux futurs, à la fin de l'exercice	180 101	7 078	161 594	5 891

12. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**ACTIFS DES RÉGIMES DE RETRAITE**

	2015		2014	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Actifs des régimes de retraite, au début de l'exercice	157 874	–	135 193	–
Cotisations versées par l'employeur	5 466	–	11 009	–
Cotisations versées par les employés	4 626	–	4 612	–
Rendement prévu sur les actifs	9 118	–	7 702	–
Prestations versées	(5 908)	–	(5 906)	–
Gain actuariel sur les actifs	5 815	–	5 264	–
Actifs des régimes de retraite, à la fin de l'exercice	176 991	–	157 874	–

VALEUR MARCHANDE DES ACTIFS DES RÉGIMES AU 31 MARS

	2015		2014	
Actions	108 666	56 %	107 553	64 %
Obligations	76 720	40 %	52 123	31 %
Autres	7 233	4 %	8 617	5 %
Total	192 619	100 %	168 293	100 %

RENDEMENT RÉEL SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES

	2015	2014
Rendement prévu des actifs	9 118	7 702
Rendement réel des actifs	14 933	12 966
Gain actuariel sur les actifs	5 815	5 264
Taux de rendement réel	9,34 %	9,26 %

12. PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)

COÛT DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS DE L'EXERCICE

	2015		2014	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Coût net des avantages pour services rendus	5 564	2 285	5 791	2 296
Amortissement des pertes actuarielles	1 007	–	1 570	–
Coût des modifications	(28)	–	33	–
Perte non amortie constatée en diminution des modifications	28	–	–	–
Coût au titre des avantages	6 571	2 285	7 394	2 296
Intérêts débiteurs sur l'obligation	9 247	144	8 301	132
Rendement prévu des actifs	(9 118)	–	(7 702)	–
Intérêts au titre des avantages	129	144	599	132
Coût total au titre des avantages	6 700	2 429	7 993	2 428

PRINCIPALES HYPOTHÈSES

	2015		2014	
	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES	RÉGIMES DE RETRAITE	AUTRES RÉGIMES
Obligation au titre des avantages sociaux futurs au 31 mars				
Taux d'actualisation régime syndiqué	5,55 %	2,20 %	5,70 %	3,50 %
Taux d'actualisation régime non syndiqué	5,65 %	2,20 %	5,70 %	3,50 %
Taux de croissance de la rémunération	3,75 %	3,75 %	3,75 %	3,75 %
Taux d'inflation	2,50 %	–	2,50 %	–
Coût des prestations pour les exercices clos le 31 mars				
Taux d'actualisation	5,70 %	3,50 %	5,50 %	3,00 %
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	5,70 %	–	5,50 %	–
Taux de croissance de la rémunération	3,75 %	3,75 %	3,75 %	3,75 %
Facteurs démographiques				
Mortalité	CPM-2014 projetée avec l'échelle d'amélioration CPM-B		CPM-2014 projetée avec l'échelle d'amélioration CPM-B	

13. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

2015							
	TERRAIN	BÂTIMENT, AMÉLIORATIONS AU BÂTIMENT ET AUTRES	MATÉRIEL ROULANT ET ÉQUIPEMENT	MOBILIER ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE ET LOGICIEL	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE	TOTAL
Coût							
Solde de début	2 140	42 482	25 200	4 331	11 577	10 543	96 273
Acquisitions	–	2 664	2 600	226	1 258	3 324	10 072
Dispositions	–	(82)	(2 064)	(217)	(697)	–	(3 060)
Solde à la fin*	2 140	45 064	25 736	4 340	12 138	13 867	103 285
Amortissement cumulé							
Solde de début	–	19 310	14 545	4 026	9 813	4 832	52 526
Amortissement de l'exercice	–	2 166	2 021	153	933	581	5 854
Dispositions	–	(82)	(2 064)	(217)	(695)	–	(3 058)
Solde à la fin	–	21 394	14 502	3 962	10 051	5 413	55 322
Valeur comptable nette	2 140	23 670	11 234	378	2 087	8 454	47 963
2014							
	TERRAIN	BÂTIMENT, AMÉLIORATIONS AU BÂTIMENT ET AUTRES	MATÉRIEL ROULANT ET ÉQUIPEMENT	MOBILIER ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE ET LOGICIEL	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE	TOTAL
Coût							
Solde de début	2 140	39 494	20 363	4 289	11 336	8 525	86 147
Acquisitions	–	2 988	5 427	125	993	2 018	11 551
Dispositions	–	–	(590)	(83)	(752)	–	(1 425)
Solde à la fin*	2 140	42 482	25 200	4 331	11 577	10 543	96 273
Amortissement cumulé							
Solde de début	–	17 321	13 576	3 912	9 656	4 362	48 827
Amortissement de l'exercice	–	1 989	1 544	166	909	470	5 078
Dispositions	–	–	(575)	(52)	(752)	–	(1 379)
Solde à la fin	–	19 310	14 545	4 026	9 813	4 832	52 526
Valeur comptable nette	2 140	23 172	10 655	305	1 764	5 711	43 747

*Le solde à la fin inclut les immobilisations corporelles en cours de développement suivantes :

	TERRAIN	BÂTIMENT, AMÉLIORATIONS AU BÂTIMENT ET AUTRES	MATÉRIEL ROULANT ET ÉQUIPEMENT	MOBILIER ET ÉQUIPEMENT DE BUREAU	ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE ET LOGICIEL	DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE	TOTAL
2015	–	2 348	747	–	294	3 505	6 894
2014	–	49	542	6	169	2 291	3 057

14. CHARGES PAYÉES D'AVANCE

	2015	2014
Frais reportés du bail emphytéotique – Université Laval	1 157	1 216
Contrat de support et de licences informatiques	913	532
Taxes municipales et scolaires	604	599
Assurances	357	109
Contrat de service et d'entretien des équipements de laboratoire	262	271
Autres	133	130
	3 426	2 857

15. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques

Dans le cours normal de son exploitation, Héma-Québec est exposée à différents risques financiers détaillés ci-après. La direction analyse ces risques et met en place des stratégies afin de minimiser leurs impacts sur sa performance.

I. Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Héma-Québec est exposée au risque de crédit découlant de la possibilité que les parties manquent à leur obligation financière, s'il y a concentration d'opérations avec une même partie ou concentration d'obligation financière de tierces parties ayant des caractéristiques similaires et économiques qui seraient affectées de la même façon par l'évolution de la conjoncture. Les instruments financiers d'Héma-Québec qui sont exposés à un risque de crédit comprennent la trésorerie et équivalents de trésorerie, les clients et autres débiteurs.

Le risque de crédit lié à la trésorerie et équivalents de trésorerie est limité puisque la contrepartie est une banque à charte canadienne jouissant d'une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation nationales.

Le risque de crédit imputable aux clients est limité puisque les principales créances sont afférentes à la vente de sang de cordon, de cellules souches, de tissus humains ou de services principalement à des organismes publics inclus dans le périmètre comptable du gouvernement du Québec. Ces créances sont recouvrables au cours de l'année.

Les autres débiteurs incluent principalement des escomptes à recevoir en vertu d'ententes contractuelles avec des fournisseurs. Le risque de crédit est limité puisque ces montants à recevoir sont prévus aux contrats et qu'Héma-Québec a respecté ses obligations d'achat. Ces montants sont recouvrables dans les 60 jours suivant la fin d'exercice.

La valeur comptable à l'état de la situation financière des instruments financiers d'Héma-Québec exposés au risque de crédit représente le montant maximum du risque de crédit auquel l'organisme est exposé et totalise 28 millions de dollars (39 millions de dollars en 2014). Aucun de ces instruments financiers n'est déprécié et la direction estime que la qualité du crédit de tous les instruments qui ne sont pas dépréciés ou en souffrance est bonne à la date des états financiers.

II. Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'Héma-Québec ne dispose pas des fonds nécessaires pour répondre à ses besoins de trésorerie ou de financer ses obligations liés à ses passifs financiers lorsqu'elles viennent à échéance. Le risque de liquidité englobe également le risque qu'Héma-Québec ne soit pas en mesure de liquider ses actifs financiers au moment opportun à un prix raisonnable.

15. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**II. Risque de liquidité (suite)**

Héma-Québec gère activement le solde de sa trésorerie et équivalents de trésorerie qui découlent de son exploitation et considère qu'elle détient suffisamment de liquidité et de facilités de crédit afin de s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour répondre à ses besoins financiers courants et à long terme, et ce, à un coût raisonnable, le cas échéant. Les facilités de crédit sont présentées à la note 10.

Au 31 mars 2015, les échéances contractuelles des passifs financiers étaient les suivantes :

	2016	2017	2018 ET SUIVANTES	TOTAL	VALEUR COMPTABLE
Fournisseurs, salaires et vacances à payer	32 444	–	–	32 444	32 444
Sommes perçues d'avance du gouvernement du Québec	5 957	–	–	5 957	5 957
Avance du gouvernement du Québec	5 758	–	–	5 758	5 758
Intérêts sur les dettes	1 216	1 037	4 204	6 457	6 253
Dettes	7 869	6 852	32 456	47 177	47 381
Total des instruments financiers non dérivés	53 244	7 889	36 660	97 793	97 793
Instruments financiers dérivés	(22 114)	–	–	(22 114)	(22 114)
Total des instruments financiers	31 130	7 889	36 660	75 679	75 679

III. Risque de marché

Le risque de marché est le risque que le cours du marché ou que le flux de trésorerie futur d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du prix du marché. Le risque de marché comprend trois types de risque : le risque de taux d'intérêt, le risque de change et l'autre risque de prix. Héma-Québec est exposée au risque de taux d'intérêt et au risque de change.

Risque de taux d'intérêt :

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variation des taux d'intérêt du marché. Les dettes d'Héma-Québec portent intérêt à taux fixe. Par conséquent, le risque de taux d'intérêt relativement aux flux de trésorerie auquel est exposé Héma-Québec est minime et le risque de marché l'est également puisqu'Héma-Québec n'a pas l'intention de les rembourser avant l'échéance.

Risque de change :

Dans le cours normal de son exploitation, Héma-Québec réalise ses achats de produits stables essentiellement en dollars américains et est donc exposée aux fluctuations de cette devise. Héma-Québec s'est dotée d'une politique de gestion de risque de change et a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de change notamment par contrats de change. Afin de gérer le risque de change afférent à l'achat de produits stables, de fournitures médicales et de collectes, Héma-Québec s'est engagée à acheter des devises américaines pour couvrir 90 % de ses besoins estimés en devises, par 26 contrats de change pour un montant de 171,6 millions de dollars au taux de 1,1377 pour la période du 2 avril 2015 au 17 mars 2016 (en 2014, 26 contrats de change pour un montant de 163,3 millions de dollars au taux de 1,0622 pour la période du 3 avril 2014 au 18 mars 2015).

Au 31 mars 2015, des gains latents sur les contrats de change au montant de 22 millions de dollars sont comptabilisés à l'état des gains et pertes de réévaluation (7 millions de dollars au 31 mars 2014) et ils sont évalués en fonction de l'écart entre les taux d'achat des devises selon les contrats de change et le taux de 1,2666 non ajusté coté sur un marché actif pour des instruments identiques, au 31 mars 2015 (1,1055 au 31 mars 2014).

15. GESTION DES RISQUES ET INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Risque de change (suite) :

L'état de la situation financière inclut les montants suivants en dollars canadiens à l'égard d'actifs et de passifs financiers libellés en devises étrangères :

	2015	2014
DOLLARS AMÉRICAINS		
Trésorerie et équivalent de trésorerie	2 759	179
Clients	2 725	2 275
Fournisseurs	4 609	7 092

Une variation du cours du dollars américain de 8 % (5 % en 2014), correspondant à la volatilité observée sur le marché au cours des 12 derniers mois, n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent annuel lié aux activités ni sur les gains et pertes de réévaluation en s'appuyant sur les actifs et passifs financiers libellés en devises étrangères détenus par Héma-Québec à la date des états financiers.

16. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Héma-Québec s'est engagée par des baux à long terme échéant à diverses dates au cours des vingt prochaines années pour ses locaux d'exploitation et administratifs. Les baux pour les locaux comportent, dans certains cas, une option de renouvellement pouvant aller jusqu'à cinq ans.

Les charges de loyers de l'exercice clos le 31 mars 2015 s'élèvent à 2,9 millions de dollars (2,6 millions de dollars en 2014) pour les locaux. Les paiements minimums futurs relatifs aux baux à long terme s'établissent comme suit :

2016	3 063
2017	2 804
2018	2 701
2019	2 219
2020	1 866
2021 et suivantes	23 002

17. ÉVENTUALITÉS

Dans le cours normal de ses activités, Héma-Québec est exposée à diverses réclamations et poursuites judiciaires. La direction est d'avis qu'une provision suffisante a été constituée à l'égard des déboursés qui pourraient découler de ces litiges et elle ne prévoit pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière et les résultats d'Héma-Québec.

18. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, Héma-Québec est apparentée avec tous les ministères et fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises publiques contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Héma-Québec n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers.

19. CHIFFRES COMPARATIFS

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice courant.

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers consolidés d'Hydro-Québec ainsi que l'ensemble des renseignements financiers contenus dans le présent Rapport annuel sont la responsabilité de la Direction et sont approuvés par le Conseil d'administration. Les états financiers consolidés ont été dressés par la Direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et tiennent compte des décisions de la Régie de l'énergie relatives au transport et à la distribution de l'électricité. Ils comprennent des montants déterminés d'après les meilleures estimations et selon le jugement de la Direction. L'information financière présentée ailleurs dans le Rapport annuel est conforme à celle qui est fournie dans les états financiers consolidés.

La Direction maintient un système de contrôles internes qui comprend la communication aux employés des règles d'éthique et du *Code de conduite* d'Hydro-Québec dans le but, notamment, d'assurer une gestion intégrée des ressources ainsi qu'une conduite ordonnée des affaires. Ce système a pour objet de fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est pertinente et fiable et que les biens d'Hydro-Québec sont convenablement comptabilisés et protégés. Un processus de vérification interne contribue à évaluer le caractère suffisant et l'efficacité du contrôle, de même que les politiques et procédures d'Hydro-Québec. Des recommandations découlant de ce processus sont ensuite soumises à la Direction et au Comité de vérification.

Le Conseil d'administration est responsable de la gouvernance de l'entreprise. Il s'acquitte de sa responsabilité à l'égard des états financiers consolidés principalement par l'entremise de son Comité de vérification, composé uniquement d'administrateurs indépendants, qui n'exercent pas une fonction à plein temps au sein d'Hydro-Québec ni dans l'une de ses filiales. Il incombe au Comité de vérification de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière d'Hydro-Québec, de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie, et de recommander au Conseil d'administration l'approbation des états financiers consolidés. Le Comité de vérification rencontre la Direction, le vérificateur interne et les auditeurs indépendants afin de discuter des résultats de leurs audits et des constatations qui en découlent quant à l'intégrité et à la qualité de la présentation de l'information financière et quant au système de contrôles internes d'Hydro-Québec. Le vérificateur interne et les auditeurs indépendants ont librement et pleinement accès au Comité de vérification, en présence ou non de la Direction.

Les états financiers consolidés des exercices 2014 et 2013 ont été audités conjointement par le Vérificateur général du Québec, KPMG S.r.l./S.E.N.C.R.L. et Ernst & Young S.r.l./S.E.N.C.R.L.

/s/ Michael D. Penner

Président du Conseil d'administration

/s/ Thierry Vandal

Président-directeur général

/s/ Lise Croteau

Vice-présidente –
Comptabilité et contrôle

Montréal, Québec

Le 20 février 2015

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Au Ministre des Finances du Québec,

RAPPORT SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints d'Hydro-Québec, qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2014 et 2013 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis, des flux de trésorerie et du résultat étendu pour les exercices terminés à ces dates, ainsi que les notes, qui comprennent un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION POUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RESPONSABILITÉ DES AUDITEURS

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

OPINION

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée d'Hydro-Québec aux 31 décembre 2014 et 2013, ainsi que de ses résultats d'exploitation consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada.

RAPPORT RELATIF À D'AUTRES OBLIGATIONS LÉGALES ET RÉGLEMENTAIRES

Conformément aux exigences de la *Loi sur le vérificateur général* (RLRQ, chapitre V-5.01), nous déclarons qu'à notre avis, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, ces principes ont été appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

/s/ KPMG s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

/s/ Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l.²

/s/ Michel Samson, CPA auditeur, CA
Vérificateur général du Québec par intérim

Montréal, Québec

Le 20 février 2015

1. CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A120220

2. CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A109499

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices terminés les 31 décembre En millions de dollars canadiens	Notes	2014	2013
Produits	3	13 638	12 878
Charges			
Exploitation		2 417	2 460
Achats d'électricité et de combustible		1 915	1 568
Amortissement	4	2 518	2 483
Taxes	5	981	1 000
		7 831	7 511
Résultat d'exploitation		5 807	5 367
Frais financiers	6	2 427	2 429
Résultat provenant des activités poursuivies		3 380	2 938
Résultat provenant des activités abandonnées		–	4
Résultat net		3 380	2 942

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Exercices terminés les 31 décembre En millions de dollars canadiens	Note	2014	2013
Solde au début de l'exercice		15 568	14 833
Résultat net		3 380	2 942
		18 948	17 775
Dividende	17	2 535	2 207
Solde à la fin de l'exercice		16 413	15 568

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

BILANS CONSOLIDÉS

Aux 31 décembre En millions de dollars canadiens	Notes	2014	2013
ACTIF			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	15	1 275	1 695
Placements temporaires		1 664	1 689
Clients et autres débiteurs	15	2 184	2 177
Instruments dérivés	15	507	883
Actifs réglementaires	2	182	1
Matériaux, combustible et fournitures		201	194
		6 013	6 639
Immobilisations corporelles	7	60 713	59 077
Actifs incorporels	8	2 278	2 323
Placements	9	151	146
Instruments dérivés	15	1 047	659
Actifs réglementaires	2	372	8
Autres actifs	10	4 316	4 258
		74 890	73 110
PASSIF			
Passif à court terme			
Emprunts	15	126	23
Créditeurs et charges à payer		2 099	2 229
Dividende à payer	17	2 535	2 207
Intérêts courus		907	890
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	11	79	118
Instruments dérivés	15	896	576
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	12	906	1 157
		7 548	7 200
Dette à long terme	12	43 571	43 067
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	11	804	834
Instruments dérivés	15	623	1 295
Autres passifs	13	1 459	1 067
Dette à perpétuité	14	267	253
		54 272	53 716
CAPITAUX PROPRES	17		
Capital-actions		4 374	4 374
Bénéfices non répartis		16 413	15 568
Cumul des autres éléments du résultat étendu		(169)	(548)
		16 244	15 020
		20 618	19 394
		74 890	73 110
Engagements et éventualités	21		

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du Conseil d'administration,

/s/ Jacques Leblanc

Président du Comité de vérification

/s/ Michael D. Penner

Président du Conseil d'administration

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 décembre En millions de dollars canadiens	Notes	2014	2013
Activités d'exploitation			
Résultat net		3 380	2 942
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation			
Amortissement	4	2 518	2 483
Amortissement des primes, escomptes et frais d'émission relatifs aux titres d'emprunt		147	148
Autres		(199)	19
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement	19	(286)	(131)
Variation nette de l'actif et du passif au titre des prestations constituées	20	63	(444)
		5 623	5 017
Activités d'investissement			
Ajouts aux immobilisations corporelles		(3 680)	(4 055)
Ajouts aux actifs incorporels		(238)	(280)
Cession (acquisition) nette de placements temporaires		43	(1 067)
Autres		–	16
		(3 875)	(5 386)
Activités de financement			
Émission de dette à long terme		1 511	2 176
Remboursement de dette à long terme		(2 702)	(2 083)
Encaissements découlant de la gestion du risque de crédit	15	3 521	5 016
Décaissements découlant de la gestion du risque de crédit	15	(2 596)	(4 726)
Variation nette des emprunts		87	1
Dividende versé		(2 207)	(645)
Autres		199	134
		(2 187)	(127)
Effet des variations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie		19	8
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(420)	(488)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		1 695	2 183
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		1 275	1 695
Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie	19		

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Exercices terminés les 31 décembre En millions de dollars canadiens	2014	2013
Résultat net	3 380	2 942
Autres éléments du résultat étendu		
Variation des gains reportés (pertes reportées) sur les éléments désignés comme couvertures de flux de trésorerie	339	(218)
Reclassement aux résultats des pertes reportées (gains reportés) sur les éléments désignés comme couvertures de flux de trésorerie	40	(105)
	379	(323)
Résultat étendu	3 759	2 619

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013

Les montants indiqués dans les tableaux sont exprimés en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire.

Selon la loi qui la régit, Hydro-Québec a pour objets de fournir de l'énergie et d'œuvrer dans le domaine de la recherche et de la promotion relatives à l'énergie, de la transformation et de l'économie de l'énergie, de même que dans tout domaine connexe ou relié à l'énergie. Hydro-Québec doit notamment assurer l'approvisionnement en électricité patrimoniale tel qu'il a été établi par la Loi sur la Régie de l'énergie et qui correspond à un volume maximal annuel de référence de 165 TWh pour le marché québécois. À titre de société d'État, Hydro-Québec est exonérée de l'impôt sur le revenu au Canada.

NOTE 1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Comme l'autorise le Conseil des normes comptables du Canada, Hydro-Québec a choisi de dresser ses états financiers consolidés des exercices 2014 et 2013 conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, tels qu'ils sont présentés à la Partie V du *Manuel de CPA Canada*, « Normes comptables pré-basculément » (PCGR du Canada).

Les états financiers consolidés d'Hydro-Québec seront dressés selon les principes comptables généralement reconnus des États-Unis à compter du 1^{er} janvier 2015.

Les états financiers consolidés d'Hydro-Québec tiennent également compte des décisions de la Régie de l'énergie (la Régie). La prise en compte de ces décisions peut avoir pour effet de modifier le moment où certaines opérations sont comptabilisées dans les résultats consolidés et ainsi donner lieu à la comptabilisation d'actifs et de passifs réglementaires, qu'Hydro-Québec juge probable de pouvoir recouvrer ou régler ultérieurement au moyen du processus d'établissement des tarifs.

RÉGLEMENTATION

La *Loi sur la Régie de l'énergie* accorde à la Régie la compétence exclusive pour fixer ou modifier les tarifs et les conditions auxquels l'électricité est transportée et distribuée par Hydro-Québec. De ce fait, les activités de transport et de distribution d'électricité d'Hydro-Québec au Québec sont réglementées. Selon les dispositions de cette loi, les tarifs sont établis par une décision motivée de trois régisseurs après la tenue d'audiences publiques. Par ailleurs, la loi prévoit que les tarifs sont fixés de manière à permettre le recouvrement du coût de la prestation du service et un rendement raisonnable sur la base de tarification.

La Régie et Hydro-Québec sont comprises dans le périmètre comptable du gouvernement du Québec. Toutefois, la Régie est un organisme indépendant de régulation économique quasi judiciaire qui rend compte de ses activités à l'Assemblée nationale du Québec par l'intermédiaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles.

Dans la décision D-2012-021, la Régie a autorisé la modification de certaines méthodes comptables aux fins de l'établissement des tarifs du Transporteur et du Distributeur à compter de 2012, afin de les rendre conformes aux IFRS. Ces modifications ont trait à la comptabilisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations selon les normes IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*, et IFRIC 1, *Variation des passifs existants relatifs au démantèlement ou à la remise en état et des autres passifs similaires*, et des avantages du personnel selon la norme IAS 19, *Avantages du personnel*. De plus, le solde net de l'actif et du passif au titre des prestations constituées a été retiré de la base de tarification. Dans les décisions D-2013-037 et D-2014-035, la Régie a autorisé l'application de la norme IAS 19R, *Avantages du personnel*, aux fins de l'établissement des tarifs du Distributeur et du Transporteur à compter de 2013.

Transport

Les tarifs de transport d'électricité d'Hydro-Québec des années 2013 et 2014 ont été fixés par la décision D-2014-049 de la Régie, avec effet respectivement le 1^{er} janvier 2013 et le 1^{er} janvier 2014. Le rendement autorisé sur la base de tarification a été établi à 6,50 % en 2013 et à 7,05 % en 2014. Il est fondé sur une structure de capital présumée comportant 30 % de capitaux propres.

Distribution

Les tarifs d'électricité d'Hydro-Québec ont été fixés par les décisions D-2014-052 et D-2013-043, dans lesquelles la Régie a autorisé respectivement une hausse moyenne de 4,27 % de l'ensemble des tarifs en vigueur le 1^{er} avril 2014 à l'exception du tarif L, pour lequel la hausse a été fixée à 3,45 %, et une hausse tarifaire uniforme de 2,41 % en vigueur le 1^{er} avril 2013. Le rendement autorisé sur la base de tarification a été établi à 7,14 % en 2014 et à 6,38 % en 2013. Il est fondé sur une structure de capital présumée comportant 35 % de capitaux propres.

PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Hydro-Québec, de ses filiales et de ses coentreprises ainsi que ceux des entités à détenteurs de droits variables dont Hydro-Québec est le principal bénéficiaire. Les participations dans les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

UTILISATION D'ESTIMATIONS

La préparation des états financiers selon les PCGR du Canada exige que la Direction procède à des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants comptabilisés au titre des actifs et des passifs, sur les informations à fournir concernant les actifs et les passifs éventuels à la date des états financiers consolidés de même que sur les montants comptabilisés au titre des produits et des charges pour les exercices visés. Les estimations concernent notamment les produits, qui comprennent des montants estimés pour l'électricité livrée mais non facturée, la durée de vie utile des immobilisations corporelles et des actifs incorporels aux fins du calcul de la charge d'amortissement, les flux de trésorerie, les échéanciers prévus des paiements et les taux d'actualisation utilisés pour déterminer les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations ainsi que les avantages sociaux futurs. Ces taux reposent sur des hypothèses actuarielles et économiques. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations, et les écarts pourraient être importants.

PRODUITS

Hydro-Québec approvisionne le marché québécois en électricité et vend aussi de l'électricité sur les marchés de gros au Canada et aux États-Unis. Elle effectue également des transactions d'arbitrage. Les produits des ventes d'électricité et des transactions d'arbitrage sont comptabilisés à la livraison. Les transactions d'arbitrage sont comptabilisées après déduction des achats d'électricité afférents.

Les produits comprennent également certains montants qu'Hydro-Québec est en droit de recevoir de la clientèle ou qu'elle doit lui remettre ultérieurement. Ces montants concernent notamment l'approvisionnement en électricité postpatrimoniale, les services de transport et les aléas climatiques. Ces éléments donnent lieu à des actifs et passifs financiers qui sont présentés soit dans les postes Clients et autres débiteurs et Autres actifs, soit dans les postes Créditeurs et charges à payer et Autres passifs, selon leur échéance, laquelle varie de un à six ans.

Les autres produits sont comptabilisés lorsque les services sont rendus ou les biens, livrés.

CONVERSION DES DEVISES

Établissements étrangers autonomes

Les états financiers des établissements étrangers autonomes en matière de gestion financière et d'exploitation sont convertis selon la méthode du taux courant, la devise des établissements étrangers étant utilisée comme unité de mesure. Suivant cette méthode, les éléments d'actif et de passif sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan, et les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période. Les gains ou pertes de change résultant de la conversion des états financiers de ces établissements étrangers sont présentés dans le poste Cumul des autres éléments du résultat étendu, sous la rubrique Capitaux propres du bilan.

Établissements étrangers intégrés et opérations conclues en devises

Dans le cas des établissements étrangers intégrés en matière de gestion financière et d'exploitation ainsi que des opérations conclues en devises, les comptes exprimés en devises sont convertis selon la méthode temporelle. Suivant cette méthode, les éléments monétaires de l'actif et du passif sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan, et les éléments non monétaires sont convertis au taux de change historique. Les produits et les charges résultant d'opérations conclues en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains ou pertes de change résultant de la conversion des éléments monétaires sont inclus dans les résultats à moins qu'ils soient liés à des éléments de couverture de ventes futures en dollars américains, auquel cas ils sont comptabilisés dans les Autres éléments du résultat étendu jusqu'à la période de réalisation de ces ventes.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers sont évalués à la juste valeur au moment de la comptabilisation initiale. Leur évaluation au cours des périodes ultérieures et la comptabilisation des variations de leur juste valeur, le cas échéant, dépendent de la catégorie dans laquelle ces instruments sont classés.

Le tableau suivant présente le classement des instruments financiers dans les différentes catégories :

Catégorie	Instruments financiers
Actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction	
Désignés	Trésorerie et équivalents de trésorerie
Classés	Instruments dérivés
Actifs financiers disponibles à la vente	Placements temporaires
Prêts et créances	Clients et autres débiteurs Remboursement gouvernemental relatif à la tempête de verglas de 1998, présenté sous Autres actifs Débiteurs présentés sous Autres actifs
Autres passifs financiers	Emprunts Créditeurs et charges à payer Dividende à payer Intérêts courus Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an Dette à long terme Créditeurs présentés sous Autres passifs Dette à perpétuité

Les actifs et passifs financiers font l'objet d'une compensation lorsque certaines conditions sont réunies. Ainsi, le solde net est présenté au bilan lorsqu'Hydro-Québec possède un droit juridiquement exécutoire d'opérer compensation entre les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention soit de procéder à un règlement sur une base nette, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur à la date du bilan. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les résultats au cours de la période où elles se produisent, à moins qu'il s'agisse d'instruments dérivés désignés comme couvertures dans une relation de couverture de flux de trésorerie.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à la juste valeur à la date du bilan. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les Autres éléments du résultat étendu jusqu'au moment de leur réalisation; elles sont alors reclassées dans les résultats. Les intérêts sur ces actifs, calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif, sont comptabilisés dans les résultats.

Les prêts et créances, diminués des pertes de valeur, ainsi que les autres passifs financiers sont évalués au coût après amortissement, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût après amortissement comprend les coûts de transaction, les primes et les escomptes, le cas échéant. Les intérêts sont comptabilisés dans les résultats.

NOTE 1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

Les contrats à terme sur éléments non financiers qui peuvent faire l'objet d'un règlement sur une base nette sont comptabilisés à la date de règlement s'il est probable qu'il y aura livraison ou réception conformément aux besoins prévus.

Dans le cadre de la gestion intégrée des risques d'affaires, Hydro-Québec utilise divers instruments financiers pour gérer son risque de marché, c'est-à-dire le risque de change, le risque de taux d'intérêt ainsi que le risque lié aux variations des prix de l'énergie et de l'aluminium. Elle applique la comptabilité de couverture de flux de trésorerie ou de juste valeur aux relations de couverture admissibles et documente ces relations en bonne et due forme, notamment en rattachant les instruments dérivés soit à des actifs ou à des passifs précis présentés au bilan, soit à des opérations futures probables. Hydro-Québec évalue aussi l'efficacité des relations de couverture au moment de leur mise en place, puis tous les mois. De plus, dans le cas des couvertures d'opérations futures, elle évalue régulièrement la probabilité de réalisation de ces opérations désignées comme éléments couverts.

Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de la juste valeur d'un instrument désigné comme couverture est comptabilisée dans les Autres éléments du résultat étendu, alors que la partie inefficace est immédiatement comptabilisée dans les résultats, dans le poste qui sera touché par l'élément couvert. Les montants comptabilisés dans le Cumul des autres éléments du résultat étendu sont reclassés dans les résultats, également dans le poste touché par l'élément couvert, au cours des périodes où cet élément influe sur les résultats. S'il s'avère qu'un instrument dérivé ne réunit plus les conditions de couverture, s'il est vendu ou liquidé, ou si Hydro-Québec met fin à sa désignation comme élément de couverture, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée de façon prospective. Les gains et les pertes comptabilisés antérieurement continuent d'être reportés en vue d'être reclassés dans les résultats au cours des mêmes périodes que l'élément couvert. Si l'élément couvert cesse d'exister, les gains ou les pertes reportés sont immédiatement reclassés dans les résultats.

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, les variations de la juste valeur de l'instrument dérivé, y compris celles qui sont liées à la partie inefficace de la relation de couverture, sont comptabilisées dans les résultats, dans le poste touché par l'élément couvert. Les variations compensatoires de la juste valeur de l'élément couvert attribuables au risque couvert sont inscrites à titre d'ajustements de la valeur comptable de cet élément et sont comptabilisées en contrepartie dans les résultats.

Par ailleurs, un dérivé incorporé doit être séparé de son contrat hôte et comptabilisé à la juste valeur au bilan si certaines conditions sont réunies. Hydro-Québec a opté pour ce traitement comptable à l'égard de tous les contrats hôtes émis, acquis ou substantiellement modifiés à compter du 1^{er} janvier 2003.

Hydro-Québec doit classer les évaluations à la juste valeur des instruments financiers selon une hiérarchie à trois niveaux fondée sur le type de données utilisées pour réaliser ces évaluations :

- niveau 1 : prix cotés d'instruments identiques sur des marchés actifs ;
- niveau 2 : données importantes et inducteurs de valeur importants observables sur des marchés ; et
- niveau 3 : une ou plusieurs données importantes ou un ou plusieurs inducteurs de valeur importants qui ne sont pas des données de marché observables.

La trésorerie ainsi que les équivalents de trésorerie, les placements temporaires et les instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur. La juste valeur est le montant de la contrepartie dont conviendraient des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. Les équivalents de trésorerie sont constitués de placements ayant une échéance d'au plus trois mois à la date d'acquisition. Les placements dont l'échéance est supérieure à trois mois sont présentés dans le poste Placements temporaires.

À l'exception de la trésorerie et des évaluations d'instruments dérivés cotés en Bourse, qui sont classées au niveau 1, les évaluations à la juste valeur des instruments financiers sont classées au niveau 2. Ces évaluations sont obtenues par actualisation des flux de trésorerie futurs, qui sont estimés à partir des taux au comptant ou des taux ou prix à terme (taux de change, taux d'intérêt, prix de l'énergie ou de l'aluminium) en vigueur à la date du bilan et qui tiennent compte de l'évaluation du risque de crédit. Les techniques d'évaluation utilisées font appel à des données de marché observables.

MATÉRIAUX, COMBUSTIBLE ET FOURNITURES

Les stocks de matériaux, de combustible et de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les matériaux, la main-d'œuvre, les autres frais directement attribuables aux activités de construction et les frais financiers capitalisés pendant la période de réalisation des travaux. Est également comptabilisé dans les immobilisations corporelles le coût des avant-projets qui répondent aux critères suivants : la faisabilité technique du projet a été démontrée, sa rentabilité a été évaluée et la Direction juge probable qu'elle disposera des ressources nécessaires pour le réaliser. La valeur actualisée des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles et celle des ententes conclues avec des communautés locales qui correspondent à la définition d'un passif sont ajoutées à la valeur comptable des immobilisations corporelles en cause. Par ailleurs, les contributions reçues de tiers sont portées en diminution du coût des immobilisations corporelles visées.

Les frais financiers capitalisés aux immobilisations en cours sont établis selon le coût moyen de la dette à long terme d'Hydro-Québec. Les frais financiers capitalisés aux immobilisations en cours liées à des activités réglementées de transport et de distribution tiennent compte des rendements des capitaux propres. La portion correspondant aux rendements des capitaux propres est intégrée aux Produits dans les résultats consolidés.

Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée de vie utile, selon la méthode de l'amortissement linéaire. L'amortissement débute le mois suivant la date de mise en service. Les périodes d'amortissement pour les principales catégories d'immobilisations corporelles sont les suivantes :

Production hydraulique	40 à 120 ans
Production thermique	15 à 50 ans
Postes et lignes de transport	30 à 85 ans
Postes et lignes de distribution	25 à 60 ans
Autres immobilisations corporelles	5 à 50 ans

À la sortie d'immobilisations corporelles, le coût de celles-ci, déduction faite de l'amortissement cumulé et de la valeur de récupération, est inscrit dans les résultats de l'exercice.

Les frais d'entretien et de réparation sont comptabilisés dans les résultats lorsqu'ils sont engagés.

ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels sont comptabilisés au coût. Des frais financiers sont capitalisés pendant la période de développement.

Les coûts liés au Plan global en efficacité énergétique (PGEÉ), ceux des logiciels développés en interne et les frais de développement sont capitalisés lorsqu'ils satisfont aux critères de capitalisation.

Les actifs incorporels qui ont une durée de vie utile indéfinie ne font l'objet d'aucun amortissement. Ces actifs sont soumis à un test de dépréciation, annuellement ou à intervalles plus fréquents si des événements indiquent qu'ils pourraient avoir subi une perte de valeur. Tout excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est comptabilisé dans les résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée.

Les actifs incorporels dont la durée de vie utile est limitée, soit le PGEÉ, les logiciels et licences, les frais de développement et les brevets, sont amortis sur leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les périodes d'amortissement pour ces actifs sont les suivantes :

PGEÉ	10 ans
Logiciels et licences	3 à 10 ans
Frais de développement	5 ans
Brevets	20 ans

DÉPRÉCIATION DES ACTIFS À LONG TERME

Hydro-Québec revoit la valeur comptable de ses immobilisations corporelles et de ses actifs incorporels amortissables lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que les flux de trésorerie nets prévus non actualisés pourraient être inférieurs à la valeur comptable de ces immobilisations et actifs. Le cas échéant, une perte de valeur correspondant à l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur est comptabilisée.

PLACEMENTS

Les placements dans les entreprises sur lesquelles Hydro-Québec peut exercer une influence notable sont comptabilisés à la valeur de consolidation. Ces placements sont initialement comptabilisés au coût, et leur valeur comptable est ensuite augmentée ou diminuée d'un montant équivalant à la quote-part d'Hydro-Québec des variations de l'actif net des entreprises détenues qui surviennent après la date d'acquisition. La quote-part revenant à Hydro-Québec des résultats des entreprises détenues est comptabilisée dans le résultat net. Les dividendes reçus de ces entreprises sont portés en diminution de la valeur comptable de la participation.

AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Hydro-Québec offre à l'ensemble de son personnel un régime de retraite contributif à prestations déterminées de type fin de carrière ainsi que d'autres avantages postérieurs à la retraite et à l'emploi.

Le coût des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à la retraite accordés en échange des services rendus au cours de l'exercice est calculé selon la méthode actuarielle de répartition des prestations au prorata des années de service. Il est déterminé en fonction d'un taux d'actualisation et repose sur les meilleures estimations de la Direction, notamment quant au rendement prévu des actifs des régimes, à la croissance des salaires, à la croissance des coûts des soins de santé et à l'âge de départ à la retraite des employés. Les actifs des régimes sont évalués à la juste valeur à la date du bilan.

Aux fins de l'établissement du coût des prestations et de ses obligations au titre des régimes d'avantages sociaux futurs, Hydro-Québec a adopté les conventions suivantes :

- Le taux d'actualisation est fondé sur le taux moyen de la courbe des taux d'intérêt à la date de l'évaluation pour des obligations de sociétés canadiennes de qualité supérieure et tient compte des flux de trésorerie prévus rattachés aux obligations au titre des prestations constituées.
- Le coût des services passés découlant des modifications au régime de retraite et aux avantages postérieurs à la retraite sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire, sur des périodes n'excédant pas la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. Aux 1^{ers} janvier 2014 et 2013, cette durée était de douze ans.
- Un montant au titre de l'amortissement du gain actuariel ou de la perte actuarielle est comptabilisé dans les résultats de l'exercice si le gain actuariel net non amorti ou la perte actuarielle nette non amortie au début de l'exercice excède soit 10 % de la valeur des obligations au titre des prestations constituées, soit 10 % de la valeur liée au marché de l'actif du régime, le plus élevé des deux montants étant retenu. L'amortissement correspond à l'excédent divisé par la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs.
- Le rendement prévu des actifs du régime de retraite est fondé sur une valeur liée au marché qui est déterminée par l'application d'une moyenne mobile sur cinq ans, dans le cas des actions, et par l'évaluation à leur juste valeur des autres catégories d'actifs.

NOTE 1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (SUITE)

**OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE
HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS**

Hydro-Québec comptabilise des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations dans la période au cours de laquelle naissent des obligations juridiques à cet égard, lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de leur juste valeur. Les coûts correspondants de mise hors service sont ajoutés à la valeur comptable de l'immobilisation corporelle en cause et sont amortis sur la durée de vie utile de celle-ci. Dans les exercices ultérieurs, toute variation due à l'écoulement du temps est comptabilisée dans les charges d'exploitation de l'exercice courant (charge de désactualisation), et le montant correspondant est ajouté à la valeur comptable du passif. Les variations résultant de révisions de l'échéancier ou du montant des flux de trésorerie non actualisés sont comptabilisées comme une augmentation ou une diminution de la valeur comptable du passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, et le montant correspondant est soit ajouté à la valeur comptable de l'immobilisation en cause, soit déduit jusqu'à concurrence de sa valeur comptable, tout excédent étant alors comptabilisé dans les résultats. Lorsque l'immobilisation a atteint la fin de sa durée de vie utile, toute variation est immédiatement comptabilisée dans les résultats. Lors du règlement final de l'obligation liée à la mise hors service de l'immobilisation en cause, l'écart entre le solde de l'obligation et le coût réel engagé est comptabilisé à titre de gain ou de perte dans les résultats.

Les flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour régler les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont établis d'après des études qui

tiennent compte de diverses hypothèses sur les moyens à prendre et sur l'échéancier à suivre pour la mise hors service. Hydro-Québec révisé périodiquement l'évaluation de ces obligations en fonction des diverses hypothèses et estimations inhérentes aux calculs, des progrès technologiques éventuels et de l'évolution des normes, lois et règlements applicables.

ENTENTES CONCLUES AVEC DES COMMUNAUTÉS LOCALES

Hydro-Québec a conclu diverses ententes avec les communautés locales concernées par certains projets d'investissement en immobilisations corporelles. Lorsqu'ils correspondent à la définition d'un passif, les montants relatifs à ces ententes sont comptabilisés dans le poste Dette à long terme, et la contrepartie est comptabilisée dans le poste Immobilisations corporelles. Les montants comptabilisés sont déterminés par actualisation des flux de trésorerie futurs relatifs à ces ententes. Le taux d'actualisation utilisé correspond au taux d'intérêt des obligations d'Hydro-Québec à la date de la comptabilisation initiale. Ultérieurement, dans le cas des ententes dont les flux de trésorerie sont indexés, ces derniers font l'objet d'une réestimation annuelle qui peut entraîner une modification du taux d'actualisation.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Dans le cours normal de ses activités, Hydro-Québec effectue diverses opérations commerciales, y compris des ventes d'électricité, avec le gouvernement du Québec et ses organismes ainsi qu'avec d'autres sociétés d'État. Ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange.

NOTE 2 EFFETS DE LA RÉGLEMENTATION DES TARIFS SUR LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les informations qui suivent décrivent les effets sur les états financiers consolidés des méthodes et pratiques comptables adoptées par Hydro-Québec conformément aux décisions de la Régie relatives à ses activités réglementées.

ACTIFS RÉGLEMENTAIRES*Coûts liés au déglaceur du poste de Lévis*

Par suite de la tempête de verglas de 1998, certains coûts liés à l'installation d'un déglaceur au poste de Lévis pour sécuriser les charges du réseau de transport qui alimente la grande région de Québec ont été comptabilisés dans un compte distinct. Ces coûts sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire à partir de la date de mise en service des équipements et sur une période correspondant à la durée de vie utile moyenne restante des actifs ayant fait l'objet des améliorations. Ils ont fait l'objet d'une capitalisation de frais financiers au taux de rendement sur la base de tarification autorisé par la Régie jusqu'au moment où ils ont été inclus dans la base de tarification et où a débuté l'amortissement. Cette pratique comptable a été autorisée par la Régie dans la décision D-2004-175, qui vise les activités de transport d'électricité d'Hydro-Québec. Si ces activités n'étaient pas réglementées, les coûts auraient été comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils ont été engagés, et le résultat net aurait été augmenté de 1 M\$ en 2014 et en 2013.

Coûts liés à des projets en attente d'autorisation par la Régie

Les coûts relatifs à des projets qui ont été intégrés à une demande tarifaire, mais qui sont en attente d'autorisation au moment où la décision sur la demande tarifaire est rendue, sont comptabilisés dans un compte distinct jusqu'à ce que les projets soient autorisés par la Régie et sont amortis au cours de l'exercice subséquent. Ces coûts font l'objet d'une capitalisation de frais financiers au taux de rendement sur la base de tarification autorisé par la Régie jusqu'au moment où débute l'amortissement. Cette pratique comptable a été autorisée par la Régie dans les décisions D-2011-039, D-2012-024, D-2012-059 et D-2014-035, qui visent les activités de transport et de distribution d'électricité d'Hydro-Québec. Si ces activités n'étaient pas réglementées, les coûts seraient comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés, et le résultat net aurait été réduit de 37 M\$ en 2014 (augmenté de 14 M\$ en 2013).

Coûts liés à une entente de suspension

Une entente portant sur la suspension temporaire des livraisons d'une centrale a été approuvée par la Régie en mai 2014. La contrepartie du passif financier enregistré relativement à cette entente a été comptabilisée dans un compte distinct ne portant pas intérêt, et les ajustements liés aux variations subséquentes de ce passif sont comptabilisés dans le même compte. Les coûts associés à l'entente de suspension sont quant à eux récupérés dans les tarifs sur une base annuelle, conformément aux montants facturés. Cette pratique comptable a été autorisée par la Régie dans la décision D-2014-086, qui vise les activités de distribution d'électricité d'Hydro-Québec. Si ces activités n'étaient pas réglementées, les achats d'électricité et les frais financiers auraient été augmentés de respectivement 504 M\$ et 6 M\$ en 2014, tandis que le résultat net aurait été réduit de 510 M\$ (néant en 2013).

ACTIFS RÉGLEMENTAIRES

	Années prévues d'amortis- sement	2014	2013
Coûts liés au déglaceur du poste de Lévis	2015-2047	7	8
Coûts liés à des projets en attente d'autorisation par la Régie	2015	37	–
Coûts liés à une entente de suspension	2015-2018	510	–
Autre	–	–	1
		554	9
Tranche à court terme		182	1
		372	8

Risques et incertitudes

Les risques et incertitudes liés aux actifs réglementaires ci-dessus font l'objet de suivis et d'évaluations périodiques. Lorsqu'Hydro-Québec juge qu'il n'est plus probable que la valeur comptable nette d'un actif réglementaire soit prise en compte dans l'établissement des tarifs futurs, cette valeur est comptabilisée dans les résultats de l'exercice au cours duquel le jugement est formulé.

AUTRES PRATIQUES RÉGLEMENTAIRES

En vertu des décisions D-2002-95 et D-2003-93 de la Régie, la compensation octroyée par le gouvernement du Québec relativement à la tempête de verglas de 1998 a été portée en diminution du coût des nouvelles immobilisations corporelles construites. Elle est amortie sur la durée de vie utile restante des actifs sortis, sauf pour la portion équivalant au coût non amorti de ces actifs, qui est amortie sur une période de dix ans. La méthode de l'amortissement linéaire est utilisée dans les deux cas. Si les activités n'étaient pas réglementées, la compensation serait amortie sur la durée de vie utile des nouvelles immobilisations corporelles construites.

Dans les décisions D-2002-95 et D-2004-47, la Régie a prescrit la capitalisation des frais financiers aux immobilisations corporelles et aux actifs incorporels en cours liés à des activités réglementées, selon les taux de rendement autorisés sur les bases de tarification. Ces taux, qui sont établis selon les méthodes approuvées par la Régie, tiennent compte d'une composante associée au coût de la dette et d'une composante associée au rendement des capitaux propres. Si les activités n'étaient pas réglementées, les frais financiers seraient capitalisés selon le coût moyen de la dette à long terme d'Hydro-Québec.

En vertu des décisions D-2002-95 et D-2003-93 de la Régie, les coûts de démantèlement d'actifs sortis et remplacés pour lesquels aucune obligation liée à la mise hors service d'immobilisations n'a été comptabilisée sont ajoutés, déduction faite de la valeur de récupération, au coût des nouveaux actifs construits. En vertu de la décision D-2011-039 de la Régie, qui vise les activités de transport d'électricité d'Hydro-Québec, les coûts de remise en état des sites associés aux actifs remplacés sont également ajoutés au coût des nouveaux actifs construits. Si les activités n'étaient pas réglementées, ces coûts seraient comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

En vertu des décisions D-2006-76 et D-2006-76R de la Régie, les contributions reçues pour des projets de déplacement ou de modification de certains actifs du réseau de transport sont comptabilisées dans un compte distinct et portées en diminution des immobilisations corporelles. Ces contributions sont amorties sur la durée de vie utile moyenne des actifs par projet selon la méthode de l'amortissement linéaire. Si les activités n'étaient pas réglementées, les contributions seraient amorties sur la durée de vie utile de chacune des immobilisations corporelles visées.

En vertu des décisions D-2002-25, D-2002-288, D-2003-93 et D-2006-56 de la Régie, les coûts de publicité et de promotion, les frais de représentation, les coûts liés à la formation et les autres frais généraux engagés aux fins du PGÉE jusqu'au 31 décembre 2011 ont été comptabilisés dans les coûts liés à cet actif incorporel et seront amortis linéairement sur une période de dix ans. Si les activités n'étaient pas réglementées, ces coûts et frais auraient été comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils ont été engagés. Depuis le 1^{er} janvier 2012, en vertu de la décision D-2012-021 de la Régie, ces coûts sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Enfin, le cadre juridique et réglementaire dans lequel Hydro-Québec exerce ses activités lui confère le droit de recevoir de la clientèle ou l'obligation de remettre à celle-ci, selon le cas, les sommes correspondant à tout écart entre le montant réel de certains éléments spécifiques et le montant prévu dans les dossiers tarifaires. Ces éléments donnent donc lieu à des actifs ou passifs financiers. Ils comprennent l'approvisionnement en électricité postpatrimoniale (décisions D-2005-34, D-2005-132, D-2006-34, D-2007-12 et D-2008-024), l'approvisionnement en combustible (décisions D-2009-016 et D-2010-022), le service de transport pour l'alimentation de la charge locale (décisions D-2003-93, D-2006-34, D-2007-12 et D-2008-024), les aléas climatiques (décisions D-2006-34, D-2009-016 et D-2014-037), le service de transport de point à point (décisions D-2007-08 et D-2008-019), le coût de retraite (décisions D-2011-028, D-2011-039, D-2012-024 et D-2012-059), les coûts liés aux pannes majeures (décisions D-2009-016 et D-2013-037) et la charge liée aux activités du Bureau de l'efficacité et de l'innovation énergétiques (décisions D-2013-037 et D-2014-037).

NOTE 3 PRODUITS

	2014	2013
Ventes d'électricité	13 184	12 610
Autres	454	268
	13 638	12 878

NOTE 4 AMORTISSEMENT

	2014	2013
Immobilisations corporelles	2 112	2 067
Actifs incorporels	309	274
Actifs réglementaires	2	8
Sorties d'immobilisations	95	134
	2 518	2 483

NOTE 5 TAXES

	2014	2013
Redevances hydrauliques ^a	661	674
Taxe sur les services publics ^b	252	245
Taxes municipales, scolaires et autres ^c	68	81
	981	1 000

a) Les redevances hydrauliques payables au gouvernement du Québec ont atteint 656 M\$ en 2014 (669 M\$ en 2013), dont un solde à recevoir de 2 M\$ au 31 décembre 2014 (52 M\$ à payer au 31 décembre 2013).

b) La taxe sur les services publics est payable au gouvernement du Québec.

c) Y compris un montant de 21 M\$ payable au gouvernement du Québec en vertu de la *Loi sur l'efficacité et l'innovation énergétiques* en 2014 (30 M\$ en 2013).

NOTE 6 FRAIS FINANCIERS

	2014	2013
Intérêts sur titres d'emprunt	2 593	2 584
Gain net de change	(33)	(21)
Frais de garantie relatifs aux titres d'emprunt ^a	205	200
	2 765	2 763
Moins		
Frais financiers capitalisés	314	294
Revenu net de placement	24	40
	338	334
	2 427	2 429

a) Les frais de garantie relatifs aux titres d'emprunt sont payés au gouvernement du Québec.

NOTE 7 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	2014			
	En service	Amortissement cumulé	En cours	Valeur comptable nette
Production				
Hydraulique	44 729	16 185	2 012	30 556
Thermique	665	640	–	25
Autres	759	467	10	302
	46 153	17 292	2 022	30 883
Transport				
Postes et lignes	27 750	10 514	1 505	18 741
Autres	2 334	1 352	133	1 115
	30 084	11 866	1 638	19 856
Distribution				
Postes et lignes	13 444	5 967	411	7 888
Autres	3 141	1 672	136	1 605
	16 585	7 639	547	9 493
Construction	40	20	–	20
Activités corporatives et autres	1 134	768	95	461
	93 996 ^a	37 585 ^a	4 302	60 713

	2013			
	En service	Amortissement cumulé	En cours	Valeur comptable nette
Production				
Hydraulique	41 782	15 509	3 614	29 887
Thermique	708	679	–	29
Autres	737	447	11	301
	43 227	16 635	3 625	30 217
Transport				
Postes et lignes	26 304	9 917	1 702	18 089
Autres	2 330	1 340	101	1 091
	28 634	11 257	1 803	19 180
Distribution				
Postes et lignes	13 111	5 701	370	7 780
Autres	2 977	1 672	135	1 440
	16 088	7 373	505	9 220
Construction	32	18	–	14
Activités corporatives et autres	1 135	774	85	446
	89 116 ^a	36 057 ^a	6 018	59 077

a) Au 31 décembre 2014, le coût et l'amortissement cumulé des immobilisations corporelles en service faisant l'objet de contrats de location-acquisition s'établissaient respectivement à 616 M\$ et à 96 M\$ (525 M\$ et 70 M\$ au 31 décembre 2013).

NOTE 8 ACTIFS INCORPORELS

	2014			2013		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Actifs incorporels						
Amortissables						
PGEÉ	1 751	847	904	1 662	696	966
Logiciels et licences	1 749	1 133	616	1 645	1 014	631
Frais de développement	68	35	33	58	28	30
Brevets	24	13	11	24	11	13
	3 592	2 028	1 564	3 389	1 749	1 640
Non amortissables						
Servitudes			419			396
Droits			295			287
			714			683
			2 278			2 323

Les ajouts d'actifs incorporels amortissables générés en interne ont totalisé 214 M\$ en 2014 (270 M\$ en 2013).

NOTE 9 PLACEMENTS

	2014	2013
À la valeur de consolidation		
Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited	131	125
CITEQ inc.	(5)	(5)
	126	120
Autres	25	26
	151	146

NOTE 10 AUTRES ACTIFS

	Note	2014	2013
Actif au titre des prestations constituées	20	3 855	3 886
Remboursement gouvernemental relatif à la tempête de verglas de 1998 ^a		66	66
Débiteurs ^b		380	281
Autres		15	25
		4 316	4 258

a) Selon les modalités en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013, le montant global du remboursement sera versé au plus tard le 15 octobre 2019, et des intérêts calculés au taux des acceptations bancaires pour un terme de douze mois seront versés annuellement. Aux 31 décembre 2014 et 2013, la juste valeur de cet actif financier s'élevait à 66 M\$.

b) Y compris des actifs de 379 M\$ liés aux écarts entre le montant réel de certains éléments spécifiques et le montant prévu dans les dossiers tarifaires (281 M\$ au 31 décembre 2013). Ces actifs font l'objet d'une capitalisation de frais financiers au taux de rendement autorisé par la Régie, de sorte que leur valeur comptable se rapproche de la juste valeur. Ils sont recouvrés sur une période de un à six ans.

NOTE 11 OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

Les passifs au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations concernent les coûts relatifs au démantèlement de la centrale nucléaire de Gentilly-2, à l'évacuation du combustible nucléaire irradié généré par l'exploitation de cette centrale ainsi qu'au démantèlement des centrales thermiques et de certains réservoirs à carburant et postes de transport.

La valeur comptable globale des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations s'établit comme suit :

	2014			
	Démantèlement de la centrale nucléaire ^a	Évacuation du combustible nucléaire irradié ^a	Démantèlement d'autres immobilisations	Total
Solde au début de l'exercice	529	248	175	952
Passifs engagés	–	–	5	5
Charge de désactualisation	30	14	5	49
Passifs réglés	(76)	(3)	(17)	(96)
Révision des flux de trésorerie estimatifs et de l'échéancier prévu des paiements	–	(17)	(10)	(27)
Solde à la fin de l'exercice	483	242	158	883
Moins				
Portion à court terme	36	5	38	79
	447	237	120	804

	2013			
	Démantèlement de la centrale nucléaire ^a	Évacuation du combustible nucléaire irradié ^a	Démantèlement d'autres immobilisations	Total
Solde au début de l'exercice	588	229	135	952
Passifs engagés	–	–	50	50
Charge de désactualisation	33	20	6	59
Passifs réglés	(92)	(1)	(17)	(110)
Révision des flux de trésorerie estimatifs et de l'échéancier prévu des paiements	–	–	1	1
Solde à la fin de l'exercice	529	248	175	952
Moins				
Portion à court terme	93	4	21	118
	436	244	154	834

a) Le gouvernement du Québec a fourni une garantie financière irrévocable d'un montant maximal de 685 M\$ à la Commission canadienne de sûreté nucléaire relativement à l'exécution des obligations d'Hydro-Québec à l'égard des coûts liés au démantèlement de la centrale de Gentilly-2 et à l'évacuation du combustible nucléaire irradié.

Les hypothèses clés sur lesquelles est fondée la valeur comptable des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont les suivantes :

	Démantèlement de la centrale nucléaire	Évacuation du combustible nucléaire irradié	Démantèlement d'autres immobilisations
Flux de trésorerie estimatifs (en dollars constants) nécessaires pour régler les obligations ^a			
Au 31 décembre 2014	1 180	647	194
Au 31 décembre 2013	1 232	677	213
Échéancier prévu du paiement des flux de trésorerie nécessaires pour régler les obligations			
Au 31 décembre 2014	Entre 2015 et 2066	Entre 2015 et 2164	Entre 2015 et 2092
Au 31 décembre 2013	Entre 2014 et 2066	Entre 2014 et 2164	Entre 2014 et 2092
Taux sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit (%)			
Comptabilisation initiale des obligations	6,4	6,4	Entre 1,1 et 6,4
Comptabilisation ultérieure des obligations	Entre 4,3 et 5,7	Entre 3,6 et 5,7	Entre 1,1 et 4,4

a) Les taux d'inflation utilisés aux fins de l'établissement des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations varient entre 1,9 % et 3,7 %.

NOTE 11 OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS (SUITE)

FIDUCIE D'HYDRO-QUÉBEC POUR LA GESTION DES DÉCHETS DE COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE

En vertu de la *Loi sur les déchets de combustible nucléaire* (LDCN), entrée en vigueur en 2002, les propriétaires canadiens de déchets de combustible nucléaire devaient créer une société de gestion, la Société de gestion des déchets nucléaires, et chacun d'eux devait établir un fonds en fiducie afin de financer les coûts liés à la gestion à long terme de ses déchets de combustible nucléaire.

En avril 2009, le gouvernement du Canada a approuvé la formule de financement des coûts liés à la méthode retenue pour la gestion à long terme des déchets de combustible nucléaire. Les sommes déposées dans les fonds en fiducie ne peuvent servir qu'au financement de la mise en œuvre de cette méthode.

Hydro-Québec a effectué tous les versements exigés par la LDCN.

Au 31 décembre 2014, les placements détenus par le fonds en fiducie d'Hydro-Québec étaient composés de titres d'emprunt émis par Hydro-Québec dont la juste valeur s'élevait à 140 M\$ (117 M\$ au 31 décembre 2013).

La Fiducie d'Hydro-Québec pour la gestion des déchets de combustible nucléaire est considérée comme une entité à détenteurs de droits variables dont Hydro-Québec est le principal bénéficiaire.

NOTE 12 DETTE À LONG TERME

La dette à long terme est principalement composée d'obligations, de billets à moyen terme et d'autres dettes, dont les passifs afférents aux ententes conclues avec des communautés locales. Le tableau suivant présente la répartition de la dette (y compris la tranche échéant à moins d'un an) au coût après amortissement, selon la monnaie à l'émission et la monnaie au

remboursement. Les contrats à terme et les swaps de devises transigés aux fins de la gestion du risque de change lié à la dette à long terme ont été pris en compte dans l'établissement des pourcentages de la dette selon la monnaie au remboursement.

	2014				2013			
	À l'émission			Au rembour- sement	À l'émission			Au rembour- sement
	En dollars canadiens et en devises	Aux cours de clôture à la date du bilan	%	%	En dollars canadiens et en devises	Aux cours de clôture à la date du bilan	%	%
Dettes d'Hydro-Québec								
Dollars canadiens ^a	34 295	34 295	78	100	35 058	35 058	80	100
Dollars américains	8 094	9 388	21	–	8 091	8 601	19	–
Autres devises								
Euros	60	85	–	–	60	88	–	–
Livres sterling	200	361	1	–	199	352	1	–
Yens	1 000	10	–	–	1 000	10	–	–
		44 139				44 109		
Dettes des filiales								
Dollars américains	–	–	–	–	10	11	–	–
		44 139	100	100		44 120	100	100
Plus								
Ajustement pour le risque de juste valeur couvert		338				104		
		44 477				44 224		
Moins								
Tranche échéant à moins d'un an		906				1 157		
		43 571				43 067		

a) Y compris des dettes autres que des obligations et des billets à moyen terme, pour un montant actualisé de 1 317 M\$ au 31 décembre 2014 (1 123 M\$ au 31 décembre 2013). Ces dettes ne portent pas intérêt.

TAUX D'INTÉRÊT

Le tableau suivant présente les taux d'intérêt des obligations et des billets à moyen terme, qui tiennent compte des taux contractuels, des primes, escomptes et frais d'émission ainsi que de l'incidence des contrats à terme et des swaps transigés aux fins de la gestion des risques à long terme associés à la dette. La portion à taux variable de ces obligations et billets s'élevait à 15,1 % au 31 décembre 2014 (10,1 % au 31 décembre 2013).

%	2014				2013
Échéance	Dollars canadiens	Dollars américains	Autres devises	Moyenne pondérée	Moyenne pondérée
1 à 5 ans	2,00	1,31	8,93	1,89	2,28
6 à 10 ans	10,03	8,42	—	9,34	9,76
11 à 15 ans	5,91	9,06	—	8,94	8,27
16 à 20 ans	3,55	10,42	—	7,05	7,55
21 à 25 ans	5,62	—	—	5,62	5,62
26 à 30 ans	5,11	—	—	5,11	5,11
31 à 35 ans	4,89	—	—	4,89	4,89
36 à 40 ans	4,47	—	—	4,47	4,47
41 à 45 ans	3,98	—	—	3,98	—
46 à 50 ans	6,53	—	—	6,53	6,53
Moyenne pondérée	5,10	8,64	8,93	5,43	5,50

JUSTE VALEUR

Au 31 décembre 2014, la juste valeur de la dette à long terme, y compris la tranche échéant à moins d'un an, s'établissait à 60 569 M\$ (54 556 M\$ au 31 décembre 2013). Compte tenu des contrats à terme et des swaps transigés aux fins de la gestion à long terme du risque de change et du risque de taux d'intérêt liés à la dette, elle totalisait 60 861 M\$ (55 027 M\$ au 31 décembre 2013).

La juste valeur est obtenue par actualisation des flux de trésorerie futurs et est calculée d'après les taux d'intérêt à terme évalués selon les taux à la date du bilan pour des instruments similaires négociés sur les marchés financiers. La fluctuation de la juste valeur s'explique par la sensibilité de cette dernière aux taux d'intérêt en vigueur sur les marchés financiers. Toutefois, l'intention première de la Direction est de conserver ces titres d'emprunt jusqu'à leur échéance.

FACILITÉ ET MARGES DE CRÉDIT

Hydro-Québec a une facilité de crédit non utilisée de 2 000 M\$ US (2 320 M\$), y compris un crédit-relais de 750 M\$ US (870 M\$), qui viendra à échéance en 2019. Tout titre d'emprunt portera intérêt à un taux basé sur le taux interbancaire offert à Londres (LIBOR) à l'exception du crédit-relais, qui portera intérêt au taux de base américain. De plus, Hydro-Québec a accès à des marges de crédit d'exploitation reconduites automatiquement à moins d'avis contraire et portant intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2014, le solde disponible de ces marges de crédit était de 451 M\$ CA ou US.

NOTE 13 AUTRES PASSIFS

	Note	2014	2013
Passif au titre des prestations constituées	20	941	909
Créditeurs ^{a, b}		518	158
		1 459	1 067

a) Y compris un solde de 10 M\$ au 31 décembre 2014 (20 M\$ au 31 décembre 2013) à payer au gouvernement du Québec en vertu de la *Loi instituant le Fonds du développement nordique*. La tranche à court terme, qui est présentée dans le poste Créditeurs et charges à payer, s'élevait à 10 M\$ aux 31 décembre 2014 et 2013. Ces montants seront versés par tranches de 10 M\$ par année en 2015 et en 2016.

b) Y compris un passif financier de 365 M\$ lié à une entente relative à la suspension temporaire des livraisons d'une centrale, qui a été approuvée par la Régie en mai 2014. La tranche à court terme, présentée dans le poste Créditeurs et charges à payer, était de 145 M\$ au 31 décembre 2014. Ce passif financier, y compris la tranche à court terme, représente un montant actualisé de 510 M\$ et inclut une somme due en dollars américains qui s'élevait à 38 M\$ (33 M\$ US) au 31 décembre 2014. Le taux effectif de ce passif est de 1,58 %.

NOTE 14 DETTE À PERPÉTUITÉ

Les billets à perpétuité, d'un montant de 267 M\$ (230 M\$ US) au 31 décembre 2014 et de 253 M\$ (238 M\$ US) au 31 décembre 2013, portent intérêt au taux LIBOR majoré de 0,0625 %, établi semestriellement. Ils sont rachetables au gré d'Hydro-Québec. En 2014, des tranches d'un montant total de 9 M\$ (8 M\$ US) ont été rachetées sur le marché secondaire et annulées par la suite (40 M\$, soit 38 M\$ US, en 2013). Divers instruments dérivés sont utilisés pour atténuer le risque de change lié à la dette à perpétuité.

Aux 31 décembre 2014 et 2013, le taux des billets à perpétuité s'élevait à 0,4 %. Au 31 décembre 2014, la juste valeur de ces billets s'établissait à 217 M\$ (214 M\$ au 31 décembre 2013). La juste valeur est obtenue par actualisation des flux de trésorerie futurs et est calculée d'après les taux d'intérêt à terme évalués selon les taux à la date du bilan pour des instruments similaires négociés sur les marchés financiers.

NOTE 15 INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cadre de ses activités, Hydro-Québec réalise des opérations qui l'exposent à certains risques financiers tels que les risques de marché, de liquidité et de crédit. Un suivi rigoureux et l'adoption de stratégies comprenant l'utilisation d'instruments dérivés réduisent considérablement l'exposition à ces risques et les impacts sur les résultats.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Hydro-Québec est exposée à trois principaux types de risque de marché, soit le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque de prix lié à l'énergie et à l'aluminium. Ces trois types de risque font l'objet d'une gestion intégrée active visant à limiter leur incidence sur les résultats, au moyen de mesures d'atténuation ayant pour but de ramener l'exposition à chaque risque à un niveau acceptable.

GESTION DES RISQUES À LONG TERME

Gestion des risques associés aux ventes en dollars américains

Risque de change – Hydro-Québec utilise des swaps de devises et une partie de la dette en dollars américains pour gérer le risque de change associé aux ventes probables en dollars américains et les désigne comme couvertures de flux de trésorerie. L'incidence sur les résultats de ces opérations de couverture est comptabilisée dans le poste Produits.

Gestion des risques associés à la dette

Risque de change et risque de taux d'intérêt – Hydro-Québec utilise des contrats à terme et des swaps de devises pour gérer le risque de change associé à la dette à long terme et à perpétuité ainsi que des contrats à terme et des swaps de taux d'intérêt pour modifier à long terme l'exposition au risque de taux d'intérêt. Lorsqu'ils sont désignés comme éléments de couverture, ces instruments dérivés sont comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie ou de couvertures de juste valeur, selon le risque couvert. L'incidence sur les résultats des opérations de couverture de change et de taux d'intérêt de la dette est comptabilisée dans le poste Frais financiers.

Le tableau suivant présente les valeurs nominales de référence des contrats à terme et des swaps utilisés aux fins de la gestion des risques associés aux ventes en dollars américains et à la dette, exprimées en dollars canadiens et en devises :

	2014 ^a				2013 ^a
Échéance	1 à 5 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 20 ans	Total
Contrats à terme					
Dollars américains	2 233	–	–	–	2 233
Swaps					
Dollars canadiens	(1 213)	(3 520)	(2 037)	(1 171)	(7 941)
Dollars américains	312	3 055	1 675	1 000	6 042
Autres devises					
Euros	61	–	–	–	61
Livres sterling	200	–	–	–	200
Yens	1 000	–	–	–	1 000

a) Les données entre parenthèses représentent des montants à déboursier.

Le tableau suivant présente la juste valeur des contrats à terme et des swaps utilisés aux fins de la gestion des risques associés aux ventes en dollars américains et à la dette, exprimée en dollars canadiens :

	2014	2013
Instruments dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie des ventes en dollars américains	–	172
Instruments dérivés désignés comme couvertures des flux de trésorerie de la dette	(224)	(1 079)
Instruments dérivés désignés comme couvertures de la juste valeur de la dette	446	190
	222	(717)
Instruments dérivés non désignés comme couvertures ^a	(314)	620
	(92)	(97)

a) Ces instruments ont été transigés dans le cadre de la gestion des risques d'Hydro-Québec, et (508) M\$ étaient en contrepartie de sommes reçues ou déboursées relativement à des ententes d'atténuation du risque de crédit en 2014 (417 M\$ en 2013).

GESTION DES RISQUES À COURT TERME

Risque de change – Hydro-Québec utilise des contrats à terme pour gérer son exposition au risque de change à court terme. Lorsqu'ils sont désignés comme éléments de couverture, ces instruments dérivés sont comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie. L'incidence sur les résultats des opérations de couverture du risque de change est comptabilisée dans le poste touché par l'élément couvert, soit les postes Produits, Achats d'électricité et de combustible ou Frais financiers. Le montant nominal des positions ouvertes sous forme de contrats de vente au 31 décembre 2014 s'élevait à 500 M\$ US (509 M\$ US au 31 décembre 2013).

Risque de taux d'intérêt – Hydro-Québec utilise des contrats de garantie de taux pour gérer le risque de taux d'intérêt à court terme. Lorsqu'ils sont désignés comme éléments de couverture, ces instruments dérivés sont comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie. L'incidence sur les résultats des opérations de couverture du risque d'intérêt à court terme est comptabilisée dans le poste touché par l'élément couvert, soit le poste Frais financiers.

Le tableau suivant présente la juste valeur des instruments dérivés utilisés pour la gestion des risques financiers à court terme selon qu'ils sont désignés ou non désignés comme couvertures :

	2014	2013
Instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	127	(230)
Instruments dérivés non désignés comme couvertures	–	(2)
	127 ^{a, b}	(232) ^{a, b}

a) Ce montant comprend des instruments financiers évalués selon les prix cotés en Bourse (niveau 1) de (1) M\$ (1 M\$ en 2013).

b) Dans le cadre d'appels de marge liés aux instruments dérivés, des montants peuvent être reçus d'agents de compensation ou versés à de tels agents, en fonction de la juste valeur des instruments en cause. Au 31 décembre 2014, 103 M\$ avaient été reçus à ce titre ; la contrepartie est présentée dans le poste Emprunts, sous la rubrique Passif à court terme du bilan. Au 31 décembre 2013, 248 M\$ avaient été versés à ce titre ; la contrepartie, soumise à des restrictions, est présentée dans le poste Trésorerie et équivalents de trésorerie, sous la rubrique Actif à court terme du bilan.

EFFET DES COUVERTURES

Effet des couvertures sur les résultats

Effet des couvertures de flux de trésorerie

Au 31 décembre 2014, la perte nette afférente à l'inefficacité des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée dans les résultats s'élevait à 6 M\$ (2 M\$ au 31 décembre 2013).

Au 31 décembre 2014, Hydro-Québec estimait à 115 M\$ le montant net des gains compris dans le Cumul des autres éléments du résultat étendu qui seraient reclassés dans les résultats au cours des douze mois suivants (1 M\$ au 31 décembre 2013).

En 2014, Hydro-Québec a reclassé une perte nette de 11 M\$ du Cumul des autres éléments du résultat étendu aux résultats par suite de l'abandon de la couverture de flux de trésorerie (7 M\$ en 2013).

Risque de prix – Hydro-Québec utilise principalement des contrats à terme et des swaps pour gérer le risque lié à la fluctuation des prix de l'énergie et de l'aluminium. Lorsqu'ils sont désignés comme éléments de couverture, ces instruments dérivés sont comptabilisés à titre de couvertures de flux de trésorerie. L'incidence sur les résultats des opérations de couverture du risque de prix lié à l'énergie et à l'aluminium est comptabilisée dans le poste touché par l'élément couvert, soit les postes Produits ou Achats d'électricité et de combustible. Dans ce contexte, Hydro-Québec a négocié des contrats à terme et des swaps d'électricité dont les positions ouvertes au 31 décembre 2014 correspondaient à 14,9 TWh (15,6 TWh au 31 décembre 2013), des contrats à terme sur le gaz naturel dont les positions ouvertes au 31 décembre 2014 représentaient 1,3 million de MMBtu (4,1 millions de MMBtu au 31 décembre 2013) ainsi que des swaps d'aluminium dont les positions ouvertes au 31 décembre 2014 totalisaient 100 000 tonnes (aucune position ouverte au 31 décembre 2013).

Au 31 décembre 2014 et 2013, la durée maximale sur laquelle Hydro-Québec couvrait son exposition aux variations des flux de trésorerie liées aux opérations futures était de trois ans.

Effet des couvertures de juste valeur

Au 31 décembre 2014, le gain net afférent à l'inefficacité des couvertures de juste valeur comptabilisé dans les résultats s'élevait à 17 M\$ (perte nette de 5 M\$ au 31 décembre 2013).

Effet de la réévaluation des instruments dérivés non désignés comme couvertures

Au 31 décembre 2014, le gain net comptabilisé dans les résultats par suite de la réévaluation à la juste valeur des instruments dérivés auxquels la comptabilité de couverture n'était pas appliquée s'élevait à 224 M\$ (122 M\$ au 31 décembre 2013). Ces instruments sont essentiellement liés à des transactions réalisées dans le cadre de la gestion des risques.

NOTE 15 INSTRUMENTS FINANCIERS (SUITE)

Analyses de sensibilité

Les risques liés aux variations de taux de change, de taux d'intérêt et des prix de l'énergie et de l'aluminium font l'objet d'une gestion intégrée qui vise à limiter leur incidence sur les résultats. La majeure partie des instruments dérivés négociés sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie ou de juste valeur et ont donc pour effet de réduire la volatilité des résultats, sauf en ce qui concerne la portion inefficace des couvertures, qui est peu importante. Les instruments dérivés qui ne sont pas désignés comme couvertures, mais qui servent néanmoins à couvrir des positions inverses à risque, permettent aussi de réduire la volatilité des résultats. La sensibilité des résultats se limite ainsi à l'exposition nette aux risques ne faisant pas l'objet de couvertures.

Au 31 décembre 2014, si le taux de change (\$ CA/1 \$ US) avait varié de 5 % à la hausse ou à la baisse, le résultat net aurait été respectivement supérieur ou inférieur de 13 M\$ (14 M\$ au 31 décembre 2013), tandis que les Autres éléments du résultat étendu auraient été respectivement supérieurs ou inférieurs de 191 M\$ (125 M\$ au 31 décembre 2013). L'analyse est basée sur les actifs et les passifs financiers libellés en dollars américains, y compris un montant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de 239 M\$ US (246 M\$ US au 31 décembre 2013).

Au 31 décembre 2014, si les taux d'intérêt avaient varié de 50 points de base à la hausse ou à la baisse, le résultat net aurait été respectivement inférieur de 14 M\$ ou supérieur de 11 M\$ (supérieur de 3 M\$ ou inférieur de 4 M\$ au 31 décembre 2013), tandis que les Autres éléments du résultat étendu auraient été respectivement supérieurs de 12 M\$ ou inférieurs de 13 M\$ (supérieurs

de 52 M\$ ou inférieurs de 56 M\$ au 31 décembre 2013). L'analyse est basée sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires, les emprunts, les dettes portant intérêt à un taux variable de même que sur tous les instruments dérivés dont la valeur est sensible aux variations des taux d'intérêt.

Aux 31 décembre 2014 et 2013, si le prix de l'aluminium avait varié de 5 % à la hausse ou à la baisse, l'effet sur le résultat net aurait été nul, tandis que les Autres éléments du résultat étendu auraient été respectivement inférieurs ou supérieurs de 11 M\$ (effet nul au 31 décembre 2013).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à respecter les engagements liés à ses passifs financiers.

L'exposition d'Hydro-Québec à ce risque est réduite par : l'importance des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ; un portefeuille diversifié d'instruments très liquides ou facilement convertibles en liquidités, négociés avec des contreparties de grande qualité ; des sources de financement préautorisées ; la qualité de la signature d'Hydro-Québec sur les marchés des capitaux ; la diversification des sources de financement ; la gestion des niveaux de la dette à taux variable et de la dette remboursable en devises.

Par ailleurs, au 31 décembre 2014, un montant de 40 939 M\$ de la dette à long terme, de la dette à perpétuité et des emprunts, diminué du fonds d'amortissement, était garanti par le gouvernement du Québec (41 085 M\$ au 31 décembre 2013).

Le tableau suivant présente les échéances des passifs financiers. Les montants indiqués correspondent aux flux de trésorerie contractuels non actualisés représentant les versements d'intérêts et de capital relatifs aux passifs financiers au 31 décembre 2014.

Échéance	Emprunts ^a	Créditeurs et charges à payer	Dividende à payer	Dettes à long terme	Instruments dérivés ^b
2015	126	1 638	2 535	3 364	946
2016	–	161	–	4 130	69
2017	–	151	–	3 552	45
2018	–	159	–	3 503	36
2019	–	–	–	3 444	33
1 à 5 ans	126	2 109	2 535	17 993	1 129
6 à 10 ans	–	–	–	19 219	235
11 à 15 ans	–	–	–	9 609 ^c	243
16 à 20 ans	–	–	–	9 036	74
21 à 25 ans	–	–	–	10 092	–
26 à 30 ans	–	–	–	8 656	–
31 à 35 ans	–	–	–	8 642	–
36 à 40 ans	–	–	–	9 168	–
41 à 45 ans	–	–	–	2 214	–
46 à 50 ans	–	–	–	879	–
51 à 55 ans	–	–	–	373	–
56 ans et plus	–	–	–	26 629	–
Total	126	2 109	2 535	122 510	1 681
Valeur comptable	126^{d,e}	2 094^{d,f}	2 535^d	44 477^g	1 519

a) Au 31 décembre 2014, le taux d'intérêt moyen pondéré des emprunts portant intérêt s'établissait à 1,03 % (1,13 % au 31 décembre 2013).

b) Des ententes conclues avec certaines contreparties pour limiter la valeur de marché de ces instruments financiers pourraient donner lieu à des encaissements ou à des décaissements à des dates différentes des échéances initialement prévues.

c) Certaines dettes sont assorties d'une obligation de constituer un fonds d'amortissement. Un montant de 588 M\$ à cet effet (594 M\$ au 31 décembre 2013) est présenté dans le poste Placements temporaires.

d) La valeur comptable de ces passifs financiers se rapproche de leur juste valeur.

e) Y compris 89 M\$ US (néant en 2013) convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan.

f) De ce montant, 1 638 M\$ sont classés dans le poste Créditeurs et charges à payer et 456 M\$, dans le poste Autres passifs.

g) Y compris la tranche échéant à moins d'un an.

Les échéances contractuelles de la dette à perpétuité, dont les modalités sont décrites à la note 14, Dette à perpétuité, se traduisent par des flux d'intérêt semestriels.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un actif financier ne puisse respecter ses obligations.

Hydro-Québec est exposée au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux placements temporaires et aux instruments dérivés qu'elle négocie avec des institutions financières. Elle est également exposée au risque de crédit lié aux clients et autres débiteurs, qui résulte principalement de ses opérations courantes de vente d'électricité au Québec et hors Québec. Le risque de crédit est limité à la valeur comptable présentée à l'actif au bilan, qui se rapproche de la juste valeur.

Trésorerie et équivalents de trésorerie, placements temporaires et instruments dérivés

Pour réduire son exposition au risque de crédit, Hydro-Québec traite avec des émetteurs et des institutions financières canadiens et internationaux dont la notation de crédit est élevée. De plus, elle applique des encadrements qui limitent la concentration des risques, de même que divers contrôles de

suivi et des limites de crédit par contrepartie. Des ententes préalables lui permettent aussi de limiter la valeur de marché des principaux portefeuilles d'instruments dérivés. Une variation de cette valeur de marché au-delà d'un niveau convenu donne lieu à un encaissement ou à un décaissement. Au 31 décembre 2014, la quasi-totalité des contreparties avec lesquelles Hydro-Québec traitait avait une notation de crédit de A– ou mieux, et aucune d'elles n'avait failli à ses obligations envers Hydro-Québec.

Clients et autres débiteurs

L'exposition au risque de crédit lié aux ventes d'électricité est limitée en raison de la diversité de la clientèle et du grand nombre de clients. La Direction estime qu'Hydro-Québec ne s'expose pas à un risque de crédit important, notamment parce qu'au Québec, les ventes sont facturées à des tarifs qui prévoient le recouvrement des coûts selon les modalités déterminées par la Régie. De plus, Hydro-Québec détient des dépôts de 103 M\$ (98 M\$ au 31 décembre 2013) fournis en garantie par des clients, dont 27 M\$ (24 M\$ au 31 décembre 2013) sont comptabilisés dans le poste Créditeurs et charges à payer et 76 M\$ (74 M\$ au 31 décembre 2013), dans le poste Autres passifs.

Le tableau suivant présente la valeur par âge des comptes clients, déduction faite de la provision pour créances douteuses afférente :

	2014	2013
Clients		
Moins de 30 jours ^a	1 622	1 664
30 à 60 jours	47	50
61 à 90 jours	20	21
Plus de 90 jours	141	138
	1 830	1 873
Autres débiteurs^b	354	304
Clients et autres débiteurs^c	2 184	2 177

a) Y compris l'électricité livrée mais non facturée, qui totalisait 1 212 M\$ au 31 décembre 2014 (1 309 M\$ au 31 décembre 2013).

b) Y compris une garantie financière de 105 M\$ (67 M\$ en 2013) couvrant certains instruments dérivés détenus à la fin de l'exercice.

c) Y compris 166 M\$ US (180 M\$ US en 2013) convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan.

En 2014, la provision pour créances douteuses a augmenté de 8 M\$ (12 M\$ en 2013) pour s'établir à 336 M\$ au 31 décembre (328 M\$ au 31 décembre 2013).

La provision est établie en fonction d'un pourcentage spécifique jugé approprié pour chaque groupe d'âge des comptes et du statut des dossiers clients.

NOTE 16 PARTICIPATIONS DANS DES COENTREPRISES

La quote-part des composantes des coentreprises incluse dans les états financiers consolidés est présentée dans le tableau ci-après. Ces coentreprises englobent les participations gérées par Hydro-Québec Production et par le groupe – Technologie.

	2014	2013
Résultats		
Produits	91	169
Charges et frais financiers	29	141
Résultat net	62	28
Bilans		
Actif à court terme	17	35
Actif à long terme	617	624
Passif à court terme	7	43
Actif net	627	616
Flux de trésorerie		
Activités d'exploitation	77	80
Activités d'investissement	(33)	(7)
Activités de financement	(66)	(65)
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(22)	8

NOTE 17 CAPITAUX PROPRES**CAPITAL-ACTIONS**

Le capital-actions autorisé se compose de 50 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 100 \$ chacune, dont 43 741 090 actions étaient émises et payées aux 31 décembre 2014 et 2013.

BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

En vertu de la *Loi sur Hydro-Québec*, les dividendes qu'Hydro-Québec est appelée à verser sont déclarés une fois l'an par le gouvernement du Québec, qui en détermine les modalités de paiement. Pour un exercice financier donné, le dividende ne peut excéder le surplus susceptible de distribution, équivalant à 75 % du résultat net. Ce calcul est effectué d'après les états financiers consolidés. Toutefois, il ne peut être déclaré pour un exercice donné aucun dividende dont le montant aurait pour effet de réduire à moins de 25 % le taux de capitalisation à la fin de l'exercice. La totalité ou la partie du surplus susceptible de distribution qui n'a pas fait l'objet d'une déclaration de dividende ne peut plus être distribuée à l'actionnaire sous forme de dividende.

Pour l'exercice 2014, le dividende est de 2 535 M\$ (2 207 M\$ pour 2013).

**CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU
EN COUVERTURE DE FLUX DE TRÉSORERIE**

	2014	2013
Solde au début de l'exercice	(548)	(225)
Variation de l'exercice	379	(323)
Solde à la fin de l'exercice	(169)	(548)

NOTE 18 GESTION DU CAPITAL

Hydro-Québec gère son capital de façon à répondre aux attentes de son actionnaire, à protéger ses fonds en tout temps et à soutenir sa croissance. Elle maintient un environnement de gestion qui lui permet d'augmenter la valeur à long terme de son actif et de ses capitaux propres, d'assurer sa viabilité financière, de préserver sa capacité de financement et de protéger ses fonds et ses valeurs mobilières.

Outre les capitaux propres, le capital comprend la dette à long terme diminuée du fonds d'amortissement ainsi que la dette à perpétuité, les emprunts et les instruments dérivés.

Hydro-Québec utilise le taux de capitalisation aux fins du suivi de la structure du capital. Elle vise à maintenir un taux de capitalisation d'au moins 25 %.

STRUCTURE DU CAPITAL

	2014	2013
Capitaux propres	20 618	19 394
Dette à long terme, y compris la tranche échéant à moins d'un an	44 477	44 224
Fonds d'amortissement ^a	(588)	(594)
Dette à perpétuité	267	253
Emprunts	126	23
Instruments dérivés	(35)	329
Total	64 865	63 629
Taux de capitalisation (%) ^b	31,8	30,5

a) Le fonds d'amortissement est présenté dans les Placements temporaires.

b) Quotient des capitaux propres par la somme des capitaux propres, de la dette à long terme, de la tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an, de la dette à perpétuité, des emprunts et du passif lié aux instruments dérivés, diminuée de l'actif lié aux instruments dérivés et du fonds d'amortissement.

En 2014, les objectifs de gestion du capital d'Hydro-Québec sont demeurés inchangés par rapport à 2013.

NOTE 19 INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	2014	2013
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Clients et autres débiteurs	9	(259)
Matériaux, combustible et fournitures	(7)	(17)
Créditeurs et charges à payer	(269)	128
Intérêts courus	(19)	17
	(286)	(131)
Activités d'investissement sans effet sur la trésorerie		
Augmentation des immobilisations corporelles et des actifs incorporels	248	110
Intérêts payés	2 097	2 041

NOTE 20 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le régime de retraite offert par Hydro-Québec (le Régime de retraite) est un régime contributif entièrement capitalisé qui assure des prestations de retraite établies en fonction du nombre d'années de service et du salaire moyen des cinq meilleures années. Ces prestations sont indexées annuellement en fonction du taux le plus élevé entre le taux d'inflation, jusqu'à un maximum de 2 %, et le taux d'inflation réduit de 3 %.

Hydro-Québec offre d'autres avantages postérieurs à la retraite ainsi que des avantages postérieurs à l'emploi. Les avantages postérieurs à la retraite découlent de régimes collectifs d'assurance vie et d'assurance maladie et hospitalisation. Ces régimes sont des régimes contributifs dont les cotisations sont ajustées annuellement. Quant aux avantages postérieurs à l'emploi, ils découlent de régimes d'assurance salaire non contributifs qui fournissent

des prestations d'invalidité de courte et de longue durée. La plupart de ces régimes ne sont pas capitalisés, à l'exception du régime d'assurance salaire invalidité de longue durée, qui est entièrement capitalisé, et du régime d'assurance vie collective supplémentaire, qui est partiellement capitalisé.

Tous les régimes d'Hydro-Québec sont des régimes à prestations déterminées. Les obligations au titre des prestations constituées (évaluées par des actuaires indépendants) et les actifs à la juste valeur de ces régimes sont évalués en date du 31 décembre de chaque année. La plus récente évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation du Régime de retraite date du 31 décembre 2013. À cette date, le taux de capitalisation du régime était de 115,1 %. La prochaine évaluation doit être effectuée en date du 31 décembre 2014.

NOTE 20 AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (SUITE)

ÉVOLUTION DES OBLIGATIONS AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES ET DES ACTIFS DES RÉGIMES À LA JUSTE VALEUR

	Régime de retraite		Autres régimes	
	2014	2013	2014	2013
Obligations au titre des prestations constituées				
Solde au début de l'exercice	18 628	19 173	1 125	1 197
Coût des services rendus	344	379	42	48
Cotisations des employés	131	131	–	–
Prestations versées et remboursements	(869)	(819)	(61)	(59)
Intérêts sur les obligations	879	829	53	52
Perte actuarielle (gain actuariel)	3 162	(1 091)	184	(64)
Modifications aux régimes	–	26	(4)	(49)
Solde à la fin de l'exercice	22 275	18 628	1 339	1 125
Actifs des régimes à la juste valeur				
Solde au début de l'exercice	18 732	16 414	72	68
Rendement réel des actifs	2 521	2 197	3	2
Cotisations des employés	131	131	–	–
Cotisations d'Hydro-Québec	263	809	13	14
Prestations versées et remboursements	(869)	(819)	(12)	(12)
Solde à la fin de l'exercice	20 778	18 732	76	72
(Déficit) surplus à la fin de l'exercice	(1 497)	104	(1 263)	(1 053)
Coût (crédit) non amorti au titre des services passés	88	125	(48)	(49)
Perte actuarielle nette non amortie	5 264	3 657	370	193
Actif (passif) au titre des prestations constituées	3 855	3 886	(941)	(909)

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ACTIFS DES RÉGIMES

Aux 31 décembre, la composition des actifs des régimes à la juste valeur était la suivante :

	Régime de retraite		Autres régimes	
%	2014	2013	2014	2013
Obligations	38	41	90	93
Actions	43	44	–	–
Placements immobiliers	12	12	–	–
Autres	7	3	10	7
	100	100	100	100

Les actifs des régimes comportent des titres émis par Hydro-Québec ainsi que par le gouvernement du Québec et certains de ses organismes :

	Régime de retraite		Autres régimes	
	2014	2013	2014	2013
Obligations	1 124	1 136	69	68

Les frais d'administration et de gestion facturés par Hydro-Québec au Régime de retraite se sont établis à 15 M\$ en 2014 (14 M\$ en 2013).

SOMMES VERSÉES EN ESPÈCES

Les sommes versées en espèces par Hydro-Québec au titre des régimes d'avantages sociaux sont constituées des cotisations versées aux régimes capitalisés ainsi que des prestations versées aux employés et aux retraités en vertu des régimes non capitalisés. Les sommes versées en espèces se répartissent ainsi :

	2014	2013
Cotisations d'Hydro-Québec		
Régime de retraite	263	809
Autres régimes capitalisés	13	14
Prestations versées		
Régimes non capitalisés	49	46
	325	869

Conformément à l'évaluation actuarielle de capitalisation, Hydro-Québec a versé des cotisations courantes de 263 M\$ en 2014 (261 M\$ en 2013), y compris des cotisations supplémentaires de 76 M\$ (73 M\$ en 2013), pour couvrir le coût des services courants et a fourni une lettre de crédit irrévocable de 69 M\$ en faveur du Régime de retraite (une cotisation d'équilibre de 548 M\$ a été versée en 2013).

La lettre de crédit et la cotisation d'équilibre tiennent compte de certaines mesures d'allègement temporaires introduites par la *Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et d'autres dispositions législatives en vue d'atténuer les effets de la crise financière à l'égard de régimes visés par cette loi*, et notamment du prolongement de la période prévue pour combler le déficit actuariel.

COMPOSANTES DU COÛT CONSTATÉ AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES DE L'EXERCICE

	Régime de retraite		Autres régimes	
	2014	2013	2014	2013
Coût des services rendus ^a	344	379	42	48
Intérêts sur les obligations	879	829	53	52
Rendement réel des actifs	(2 521)	(2 197)	(3)	(2)
Perte actuarielle (gain actuariel)	3 162	(1 091)	184	(64)
Modifications aux régimes	–	26	(4)	(49)
Coût (crédit) avant les ajustements nécessaires pour tenir compte de la nature à long terme des avantages sociaux futurs	1 864	(2 054)	272	(15)
Écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs	1 332	1 071	–	–
Écart entre la perte actuarielle (le gain actuariel) sur les obligations au titre des prestations constituées et la perte actuarielle constatée	(2 939)	1 427	(177)	76
Écart entre le montant au titre des modifications aux régimes et l'amortissement du coût des services passés	37	12	(1)	49
Amortissement de (l'actif) l'obligation transitoire	–	(153)	–	13
	(1 570)	2 357	(178)	138
Coût constaté de l'exercice	294	303	94	123

a) Pour le régime d'assurance salaire invalidité de longue durée, le coût des services rendus correspond au coût des nouveaux cas d'invalidité de l'année.

PRINCIPALES HYPOTHÈSES ACTUARIELLES

Les hypothèses actuarielles suivantes, utilisées pour déterminer les obligations et le coût constaté au titre des prestations constituées des régimes, résultent d'une moyenne pondérée :

	Régime de retraite		Autres régimes	
%	2014	2013	2014	2013
Obligations au titre des prestations constituées				
Taux à la fin de l'exercice				
Taux d'actualisation	3,98	4,77	3,98	4,77
Taux de croissance des salaires ^a	3,23	3,31	–	–
Coût constaté au titre des prestations constituées				
Taux à la fin de l'exercice précédent				
Taux d'actualisation	4,77	4,36	4,77	4,36
Taux de rendement prévu à long terme des actifs des régimes	6,75	6,75	3,73	3,91
Taux de croissance des salaires ^a	3,31	2,39	–	–

a) Ce taux tient compte de la progression des salaires ainsi que des possibilités de promotion en cours de carrière.

Au 31 décembre 2014, le coût des soins de santé était basé sur un taux de croissance annuel de 5,55 % pour 2015. Par la suite, selon l'hypothèse retenue, ce taux diminuera pour atteindre le taux ultime de 4,90 % en 2030. Une variation de 1 % du taux de croissance aurait eu les incidences suivantes en 2014 :

	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
Incidence sur le coût des services rendus et des intérêts sur les obligations au titre des prestations constituées de l'exercice	8	(5)
Incidence sur les obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	98	(77)

NOTE 21 ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

TRANSACTIONS LIÉES AUX ACHATS D'ÉLECTRICITÉ

Le 12 mai 1969, Hydro-Québec et la Churchill Falls (Labrador) Corporation Limited [CF(L)Co] ont signé un contrat en vertu duquel Hydro-Québec s'est engagée à acheter la quasi-totalité de l'énergie produite par la centrale des Churchill Falls, d'une puissance nominale de 5 428 MW. En 2016, ce contrat sera renouvelé automatiquement pour les 25 années suivantes, selon des conditions déjà convenues. Le 18 juin 1999, Hydro-Québec et la CF(L)Co ont conclu un contrat de garantie de disponibilité de 682 MW additionnels de puissance d'hiver, pour la période du 1^{er} novembre au 31 mars, jusqu'en 2041.

Au 31 décembre 2014, Hydro-Québec avait également des engagements en vertu de contrats d'achat d'électricité conclus avec d'autres producteurs. Compte tenu des clauses de renouvellement, les échéances de ces contrats s'étalent jusqu'en 2052. Hydro-Québec s'était aussi engagée à acheter des droits de transport d'électricité.

Compte tenu de l'ensemble de ces engagements, Hydro-Québec prévoit effectuer les paiements suivants au cours des prochains exercices :

2015	1 479
2016	1 637
2017	1 712
2018	1 703
2019	1 853
2020 et suivants	30 085

GARANTIES

En vertu des modalités spécifiées dans le cadre de l'émission de certains titres d'emprunt à l'extérieur du Canada, Hydro-Québec s'est engagée à majorer le montant des intérêts payés à des non-résidents si des changements étaient apportés aux lois fiscales canadiennes à l'égard de l'impôt sur le revenu de personnes non résidentes. Hydro-Québec n'est pas en mesure d'estimer le montant maximal qu'elle pourrait être tenue de verser. Si un tel montant devenait exigible, elle aurait l'option de rembourser la plupart des titres en question. Au 31 décembre 2014, le coût après amortissement des dettes à long terme visées était de 5 805 M\$.

INVESTISSEMENTS

Hydro-Québec prévoit des investissements en immobilisations corporelles et en actifs incorporels de l'ordre de 3,9 G\$ en 2015.

Par ailleurs, Hydro-Québec a conclu diverses ententes avec les communautés locales concernées par certains projets d'investissement en immobilisations corporelles. Au 31 décembre 2014, les montants relatifs à toutes ces ententes étaient comptabilisés dans le poste Dette à long terme. Au 31 décembre 2013, les montants relatifs à certaines des ententes n'étaient pas comptabilisés dans ce poste, car celles-ci ne répondaient pas à tous les critères applicables pour la constatation d'un passif. Au 31 décembre 2013, les ententes non comptabilisées dans le poste Dette à long terme prévoyaient le versement de paiements annuels à compter de 2021, pour une durée maximale de 51 ans et pour un montant total de 618 M\$.

LITIGES

Dans le cours normal de ses activités de développement et d'exploitation, Hydro-Québec est parfois partie à des réclamations et poursuites judiciaires. La Direction est d'avis qu'une provision adéquate a été constituée à l'égard de ces litiges. Par conséquent, elle ne prévoit pas d'incidence défavorable de tels passifs éventuels sur la situation financière ni sur les résultats d'exploitation consolidés d'Hydro-Québec.

Entre autres actions en cours, certaines communautés autochtones ont intenté des recours contre les gouvernements du Canada et du Québec et contre Hydro-Québec basés sur des revendications de droits ancestraux. Ainsi, les Innus de Uashat mak Mani-Utenam réclament une somme de 1,5 G\$. En juin 2009, ils ont signifié une demande d'injonction visant à faire suspendre les travaux sur le chantier du complexe de la Romaine à laquelle s'est greffée, en mai 2010, une demande d'injonction interlocutoire visant à faire suspendre les travaux sur les lignes de raccordement du complexe. Par ailleurs, les Innus de Pessamit ont réactivé, en novembre 2006, un recours introduit en 1998 et visant notamment la reconnaissance de droits ancestraux rattachés à des terres du Québec où sont situées certaines installations de production hydroélectrique du complexe Manic-Outardes. Les Innus de Pessamit réclament une somme de 500 M\$. Les procédures judiciaires suivent leur cours, et Hydro-Québec conteste le bien-fondé de tous ces recours.

NOTE 22 INFORMATIONS SECTORIELLES

Hydro-Québec exerce ses activités dans les quatre secteurs d'exploitation isolables définis ci-après, les secteurs d'exploitation non isolables et autres activités étant regroupés sous la rubrique Activités corporatives et autres aux fins de présentation.

Production : Hydro-Québec Production exploite et développe le parc de production d'Hydro-Québec. La division fournit à Hydro-Québec Distribution un volume maximal annuel de référence de 165 TWh d'électricité patrimoniale. De plus, elle peut participer aux appels d'offres d'Hydro-Québec Distribution dans un contexte de libre concurrence et réalise des ventes d'électricité sur les marchés externes ainsi que des transactions d'arbitrage.

Transport : Hydro-Québec TransÉnergie exploite et développe le réseau de transport d'électricité d'Hydro-Québec. Elle commercialise les capacités de transit et gère les mouvements d'énergie sur le territoire québécois.

Distribution : Hydro-Québec Distribution exploite et développe le réseau de distribution d'Hydro-Québec et exerce les activités liées à la vente et aux services à la clientèle québécoise de même qu'à la promotion de l'efficacité énergétique. Elle est également responsable de la sécurité de l'approvisionnement en électricité du marché québécois.

Construction : Hydro-Québec Équipement et services partagés et la Société d'énergie de la Baie James (SEBJ) conçoivent et réalisent des projets de construction et de réfection d'équipements de production et de transport d'électricité. Hydro-Québec Équipement et services partagés est chargée des projets qui se déroulent au Québec, sauf sur le territoire régi par la *Convention de la Baie James et du Nord québécois*. La SEBJ construit les aménagements de production situés en territoire conventionné (au nord du 49^e parallèle) et peut également réaliser certains projets ailleurs au Québec ou dans le reste du monde.

Activités corporatives et autres : Les unités corporatives appuient les divisions dans la réalisation de leurs orientations. Elles comprennent le groupe – Technologie, le groupe – Affaires corporatives et secrétariat général, la vice-présidence – Comptabilité et contrôle, la vice-présidence – Financement, trésorerie et caisse de retraite, la vice-présidence – Ressources humaines ainsi que la direction principale – Centre de services partagés, qui relève d'Hydro-Québec Équipement et services partagés. Le Centre de services partagés est un regroupement de services internes qui dessert l'ensemble de l'entreprise. Ses prestations comprennent notamment l'acquisition de biens et de services, la gestion immobilière, la gestion du parc de véhicules, la gestion du matériel ainsi que la gestion des services d'alimentation, d'hébergement et de transport aérien.

Les montants présentés pour chacun des secteurs sont fondés sur l'information financière qui sert à l'établissement des états financiers consolidés. Les conventions comptables utilisées pour le calcul de ces montants sont les mêmes que celles qui sont décrites à la note 1, Principales conventions comptables, et à la note 2, Effets de la réglementation des tarifs sur les états financiers consolidés.

Les opérations intersectorielles associées aux ventes d'électricité sont comptabilisées en fonction des tarifs de fourniture et de transport établis conformément aux dispositions de la *Loi sur la Régie de l'énergie*. Le tarif de fourniture y est fixé pour un volume maximal annuel de référence de 165 TWh d'électricité patrimoniale destiné au marché québécois.

Les autres produits ou services intersectoriels sont évalués au coût complet, qui englobe l'ensemble des coûts directement associés à la livraison du produit ou du service.

Hydro-Québec réalise la grande majorité de ses produits au Québec, et la quasi-totalité de ses immobilisations corporelles est rattachée à des activités réalisées au Québec. En 2014, les produits provenant de l'extérieur du Québec se sont élevés à 1 732 M\$, dont 1 385 M\$ des États-Unis (respectivement 1 658 M\$ et 1 365 M\$ en 2013).

NOTE 22 INFORMATIONS SECTORIELLES (SUITE)

Les tableaux suivants présentent de l'information sur les résultats, l'actif et les activités d'investissement par secteurs :

	2014						
	Production	Transport	Distribution	Construction	Activités corporatives et autres	Éliminations inter- sectorielles et ajustements	Total
Produits							
Clients externes	1 729	129	11 710	–	70	–	13 638
Clients intersectoriels	5 008	3 124	82	2 281	1 484	(11 979)	–
Amortissement	730	957	732	4	95	–	2 518
Frais financiers	1 141	794	470	–	27	(5)	2 427
Résultat provenant des activités poursuivies	2 298	624	341	–	117	–	3 380
Résultat provenant des activités abandonnées	–	–	–	–	–	–	–
Résultat net	2 298	624	341	–	117	–	3 380
Actif total	33 036	20 942	14 760	445	5 929	(222)	74 890
Activités d'investissement							
Augmentation des immobilisations corporelles et des actifs incorporels							
Avec effet sur la trésorerie	1 213	1 627	915	11	152	–	3 918
Sans effet sur la trésorerie	201	36	11	–	–	–	248

	2013						
	Production	Transport	Distribution	Construction	Activités corporatives et autres	Éliminations inter- sectorielles et ajustements	Total
Produits							
Clients externes	1 674	44	11 160	–	–	–	12 878
Clients intersectoriels	4 924	3 005	84	2 574	1 503	(12 090)	–
Amortissement	765	906	709	3	100	–	2 483
Frais financiers	1 170	787	450	–	27	(5)	2 429
Résultat provenant des activités poursuivies	1 926	513	410	–	89	–	2 938
Résultat provenant des activités abandonnées	4	–	–	–	–	–	4
Résultat net	1 930	513	410	–	89	–	2 942
Actif total	32 087	20 267	13 958	459	6 519	(180)	73 110
Activités d'investissement							
Augmentation des immobilisations corporelles et des actifs incorporels							
Avec effet sur la trésorerie	1 381	1 915	882	5	152	–	4 335
Sans effet sur la trésorerie	20	82	8	–	–	–	110

NOTE 23 DONNÉES COMPARATIVES

Certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation de l'exercice courant.

